



ÉCONOMIE POLITIQUE DES CONFLITS

2 Introduction +

3 Formuler une analyse féministe de la guerre, des conflits et de la violence contre les femmes du point de vue du Sud: L'intérêt d'une approche d'économie politique +

10 Économie politique du conflit et de la violence contre les femmes au Sri Lanka: La construction de la femme financièrement responsable +

18 Mettre fin aux conflits violents et à la violence contre les femmes dans la région des Highlands de la Papouasie-Nouvelle-Guinée: L'État, les industries extractives et la société civile +

27 Les femmes rurales en Colombie: De victimes à protagonistes +

37 « La périphéricité enracinée »: Les femmes, l'économie politique et le

mythe de la consolidation de la paix dans le nord-est de l'Inde +

44 Réimaginer la subversion: Capacité d'agir et militantisme des femmes pour la paix dans le nord de l'Ouganda +

53 Le prisme de la marginalisation: Économie politique de la violence contre les femmes au Soudan et au Soudan du Sud +



Introduction

Ce numéro du bulletin d'information DAWN Informe a pour but de faire connaître le nouveau livre de DAWN, intitulé *The Political Economy of Conflict and Violence against Women: Cases from the South* (L'économie politique des conflits et de la violence contre les femmes: des cas survenus dans le Sud) (Zed Books, Londres, 2019), et d'en fournir une version condensée pour ceux qui ne pourraient pas y avoir accès, en particulier dans les pays du Sud. Le livre s'appuie sur les travaux précédents de DAWN pour comprendre la violence contre les femmes dans des situations de guerre, de conflit et de

transition. Les processus politico-économiques des conflits sont étroitement liés à la nature des relations entre l'économie nationale et l'économie mondiale dans les États-nations post-coloniaux du Sud, et ils façonnent également les conséquences de la transition, de la reconstruction, de la récupération et de la paix dans la période après-conflit. Les perspectives riches et variées présentées ici nous obligent à interroger et à nuancer les cadres d'analyse existants qui ont cherché à comprendre la violence contre les femmes dans les conflits et les guerres. ■

Formuler une analyse féministe de la guerre, des conflits et de la violence contre les femmes du point de vue du Sud: L'intérêt d'une approche d'économie politique¹.

par Kumudini Samuel et Vagisha Gunasekera

Ce recueil d'essais s'appuie sur les travaux effectués précédemment par DAWN dans le but de comprendre la violence commise contre les femmes dans des contextes de guerre, de conflit et de transition. Ces travaux font clairement ressortir le fait que les guerres et les conflits comportent des dimensions politico-économiques internes et mondiales complexes et à plusieurs niveaux. Ce réseau sous-jacent de processus politico-économiques de conflit est étroitement lié à la nature des relations entre l'économie nationale et l'économie mondiale dans les États-nations post-coloniaux du Sud. Par conséquent, si ces processus sont profondément liés aux causes et aux conséquences des guerres et des conflits, ils façonnent également les conséquences de la transition, de la reconstruction, du redressement et de la paix dans la période après-conflit. Ces perspectives riches et variées nous ont donc poussés à interroger les cadres d'analyse existants qui cherchent à comprendre la violence commise contre les femmes dans des situations de conflit et de guerre. Ce recueil d'études de cas est, à bien des égards, une modeste tentative de nous mettre au défi de « lire » ou de « cartographier » la manière dont les modèles de violence à l'égard des femmes sont produits et reproduits dans les relations plus larges entre l'économie nationale et l'économie mondiale, ainsi que dans les relations politiques (et militaires) de conflit façonnées par les paradigmes idéologiques et politiques internes et externes dominants et les contestations géopolitiques.

L'ouvrage est dédié à Vijay Nagaraj, intellectuel, activiste et co-auteur de l'essai sur le Sri Lanka, tragiquement décédé avant l'achèvement du livre.

Notre point de départ: Les points de vue dominants sur la violence dans l'établissement et la consolidation de la paix²

La lutte féministe pour faire sortir la violence sexuelle et le viol de la sphère privée a réussi à politiser la violence sexuelle comme un acte lié au pouvoir social. La reconnaissance de la violence à l'égard des femmes en tant que crime lors de la Conférence mondiale des Nations unies sur les droits de l'homme en 1993 a été un moment de victoire pour l'activisme féministe transnational. Grâce aux récits des victimes et des témoins portés dans les années 1990 devant les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, notamment, la violence sexuelle a été considérée comme faisant partie intégrante de la guerre et non comme un simple effet de celle-ci (Henry, 2013; Copelon, 1995; Charlesworth et Chinkin, 2000).

Cette formulation et l'attention exceptionnelle portée à la violence sexuelle en temps de guerre, malgré son importance critique, dans le cadre des discours féministes et des droits ainsi que du droit pénal international (Lorentzen et Turpin, 1998; Skjelbæk et Smith,

2001; Moser et Clark, 2001; Manchanda, 2005; Giles et Hyndman, 2004) ont eu des « conséquences involontaires » (Henry, 2013:97) qui méritent d'être approfondies. Les efforts concertés des féministes aux niveaux local et mondial pour que les organes politiques nationaux et internationaux reconnaissent que la violence contre les femmes est un crime, ont également conduit à une critique croissante de la façon dont on traite la violence dans un contexte de guerre et de conflit. Le droit pénal international s'obstine à considérer que la violence sexuelle contre les femmes lors des conflits impute une hiérarchie de gravité à certains crimes par rapport à d'autres et réduit au silence les « récits alternatifs » (Henry, 2013). Cela a également pour conséquence d'éluder d'autres types de violence physique et psychologique directe et de violence structurelle.

Il a également été affirmé que les torts éthiques et politiques et l'injustice systémique dans les contextes socio-économiques plus larges de la guerre et des conflits, ainsi que l'impact du capitalisme mondial sur les causes et les conséquences de la guerre, sont insuffisamment reconnus ou traités par le droit pénal international et que les procès rendent rarement une justice substantielle aux femmes qui cherchent à se rétablir après la guerre (Bell et O'Rourke, 2007; Rees et Chinkin, 2016). Cela implique souvent d'occulter les effets négatifs générés par les modèles néolibéraux de développement, qui tendent à être les pierres angulaires des efforts de reconstruction et de consolidation de la paix après la guerre (Bergeron, et al., 2017).

Les féministes ont également identifié les interventions économiques néolibérales inhérentes au rétablissement de la paix internationale contemporaine et à la reconstruction d'après-guerre comme un défi

crucial à la paix durable, qui doit inclure un programme de changements en matière de genre. À la lumière de ce qui précède, nous devons nuancer cette analyse pour y ajouter une vision d'économie politique qui est inhérente à la façon dont traite et on perçoit la sécurité liée au genre. Cette analyse doit désormais prendre en compte les enjeux des économies ravagées par la guerre ainsi qu'une reconstruction après-guerre qui tienne compte des réalités vécues par les femmes, des inégalités profondément enracinées et des stratégies de survie.

L'objectif de ces essais est donc d'étudier la violence à l'égard des femmes sous l'angle de l'économie politique, en tenant compte des inégalités structurelles, contribuant ainsi à une compréhension à la fois meilleure et plus nuancée de la violence de genre contre les femmes dans les conflits et les guerres, et à y apporter des réponses plus efficaces.

La nécessité d'un cadre d'analyse d'économie politique

Pour sortir de l'impasse actuelle liée à notre compréhension de la violence à l'égard des femmes pendant les guerres et les conflits, la première étape consiste à penser différemment la guerre et les conflits. Aujourd'hui encore, il existe un consensus important autour de l'idée que la guerre et les conflits constituent une aberration par rapport à la « normale », et que ces conditions indiquent une « perturbation » des processus politiques, économiques, sociaux et culturels, autrement paisibles et non violents. Lorsque la guerre et le conflit sont traités de cette manière, le « redressement post-conflit » implique automatiquement de parvenir à des « conditions économiques normales » qui sont supposées être non violentes.

À ce stade, nous nous inspirons de David Moore (2015) et de Karl Von Holdt (2014) qui proposent un cadrage de la guerre qui tient compte de la nature structurelle de la violence. Leurs idées sont similaires dans la mesure où la guerre et le conflit sont conçus comme des moments d'éruption dans « une trajectoire continue de formation idéologique, politique et de classes dans le cadre des processus d'accumulation » (Moore 2015:2).

L'économie politique féministe est utile pour décortiquer la nature sexuée de la violence inhérente aux structures économiques politiques nationales et mondiales dans leur rapport avec la guerre et les conflits (True, 2012: 44). Les analyses sexospécifiques des économies politiques de guerre sont également importantes, car elles mettent en évidence les relations politiques et économiques historiques et contemporaines, locales et mondiales, qui forment, produisent et reproduisent la violence, ainsi que la manière dont les guerres amplifient et remodelent les identités de genre (voir Raven-Roberts, 2013). Les analyses critiques de l'accumulation par la dépossession proposées par des féministes soulignent que les femmes, la nature et les populations des pays appauvris constituent la base sur laquelle les processus d'accumulation capitaliste ont été historiquement établis, et que leur subordination et leur exploitation continuent d'être des prémisses essentielles à la reproduction du modèle actuel, et qu'il est donc crucial de comprendre les interactions, tant historiques que présentes, entre les divisions sexuelles, sociales et internationales du travail. Il est important pour cette analyse de comprendre que la violence est au cœur de l'organisation sociale, et que les relations de genre et la violence sont mutuellement constitutives (Confortini, 2006).

Une analyse de l'économie politique nous oblige à comprendre comment les multiples crises générées par la mondialisation

économique et le développement, les politiques macroéconomiques qui en découlent, la libéralisation du commerce, la déréglementation économique, ainsi que les crises financières et climatiques et la militarisation posent de nouveaux défis, en particulier pour les femmes (Seguino, 2010; Sen et Durano, 2014). Ces réalités de l'ordre économique politique mondial sont souvent absentes ou négligées dans les analyses de la violence envers les femmes. Les études de cas, qui constituent les essais de ce numéro de DAWN Informe (DI), développent et illustrent la violence inhérente à l'ordre politique économique mondial.

“Les modèles de violence à l'égard des femmes sont produits et reproduits dans les relations plus larges entre l'économie nationale et l'économie mondiale, ainsi que dans les relations politiques (et militaires) de conflits”

Les études de cas, qui constituent l'essentiel de ce numéro de DAWN Informe (DI), développent et illustrent la violence ancrée dans le contexte politico-économique de certains sites ou lieux stratégiques où les forces économiques structurelles entrent en jeu, favorisant l'accroissement de l'ampleur de la violence contre les femmes. Comme le notent les auteurs, leur approche de la violence sexospécifique pendant les guerres, les conflits et leurs suites consiste à voir les continuités et les discontinuités des dimensions sexospécifiques liées au patriarcat et les impacts des arrangements économiques et politiques différentiels au-

delà de la temporalité de la guerre. Ensemble, ces essais plaident en faveur de l'adoption de perspectives plus nuancées et plus complexes, ce qui, en retour, renforcerait les analyses sur la violence contre les femmes et les conflits.

Ces essais sont écrits par des féministes du Sud, diverses de par leur formation, leur expérience et leurs orientations académiques et disciplinaires. Elles travaillent dans des contextes politiques, économiques, sociaux et culturels différents et certaines ont abordé l'écriture sur les économies politiques de la violence à l'égard des femmes dans leur propre pays autant (ou plus) à partir de l'expérience vécue et des connaissances expérimentales que de la recherche formelle ou académique, ce que nous considérons comme tout à fait valable et conforme à l'épistémologie féministe.

Les essais appellent à situer la violence à l'égard des femmes dans les structures et relations politiques et économiques historiques et contemporaines, tant au niveau national/sous-national qu'au niveau mondial. L'essai sur la Colombie fournit une compréhension richement nuancée de l'économie politique de la longue et complexe guerre dans ce pays, de ses dimensions de classe et des différences marquées entre les trois protagonistes armés, mettant en lumière le rôle important, mais non reconnu, des femmes rurales en tant qu'acteurs cruciaux pendant la guerre et en tant qu'agents du changement.

L'étude de cas sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) se concentre sur le rôle des industries extractives étrangères, dévastatrices pour l'environnement, qui exacerbent les inégalités entre les sexes et au sein des communautés et favorisent l'accumulation d'armes et les conflits, avec des conséquences terrifiantes pour les femmes. L'essai sur le Sri Lanka démontre que l'« icône » de la « femme indépendante de

la région touchée par la guerre » fait partie de l'élan mondial vers la financiarisation et retrace la violence inhérente aux processus sexospécifiques de « responsabilisation » qui, à leur tour, renforcent des idéologies sexistes particulières. Le cas de la région du nord-est de l'Inde met en évidence la pression de l'État, la militarisation, l'« altérité » et la violence culturelle en tant que modes de contrôle et de violence sexospécifique dans trois conflits sous-nationaux et leurs processus de paix prolongés. L'étude de cas sur le Soudan et le Sud-Soudan aborde la complexité imposée par les multiples structures religieuses et coutumières de contrôle social qui se recourent. L'essai sur les initiatives de paix communautaires des femmes du nord de l'Ouganda examine à la fois les changements socio-économiques et politiques liés au genre qui se sont produits à la suite de la guerre et les moyens par lesquels les femmes ont tenté de renverser les normes patriarcales. Un certain nombre de thèmes émergent des essais, qui sont brièvement discutés ici.

[A] MILITARISATION: La violence sexospécifique dans un « état d'exception »: Dans la plupart des études de cas, les auteurs observent que le pouvoir patriarcal et la prérogative territoriale sur le corps des femmes coexistent avec les modes de pouvoir et de contrôle inhérents aux luttes territoriales, ce qui produit et reproduit la violence structurelle sous une forme distinctement genrée. La militarisation est l'un de ces modes de contrôle. Elle crée un « état d'exception » dans lequel les citoyens sont réduits à une « vie dépouillée », ou privés des droits ordinaires de la citoyenneté (Agamben, 2005), ce qui a un impact négatif à long terme sur les droits démocratiques tels que la liberté d'expression, d'association et de mobilité, entre autres. Avec les conflits armés et la guerre civile, la militarisation a joué un rôle majeur dans le façonnement et le changement de la vie des femmes. Les guerres contemporaines se déroulent sur les sites des

divisions sociales les plus graves, générant concomitamment de multiples formes de crise (Laurie et Petchesky, 2007).

[B] LE CORPS SEXUÉ ET « L'AUTRE » DANS LA GUERRE ET LES CONFLITS:

De nombreux essais discutent de la manière dont la guerre et les conflits façonnent et renforcent des formes historiques et bien ancrées de sexualité. En PNG, la culture du « grand homme » valorise les hommes et la violence armée reste la norme pour résoudre les conflits anciens et nouveaux. Perpétré par des guerriers, des conjoints enragés et des opportunistes qui accueillent des populations déplacées, le viol persiste en tant qu'arme, et les systèmes de justice introduits par les nouvelles normes de paix semblent incapables de dissuader les pratiques enracinées de masculinité militarisée qui sanctionnent l'utilisation de la violence physique et sexuelle pour contrôler les femmes (Cox, ce DI).

[C] LES ÉCONOMIES DE GUERRE

SEXOSPÉCIFIQUES: Certains essais s'éloignent de l'accent sur la violence sexuelle, ethnique et militaire contre les femmes, qui est le récit prédominant de la violence subie par les femmes dans les guerres et les conflits. Les auteurs attirent l'attention sur la mondialisation néolibérale qui a transformé les processus d'accumulation par la dépossession, conduisant à de multiples formes de violence structurelle sexospécifique en temps de guerre et de paix. Ces essais éloignent la discussion du cadre essentialiste des femmes en tant que victimes de la violence et de la guerre et des hommes en tant qu'auteurs de cette violence.

Il ressort de tous les essais, explicitement et implicitement, que l'accumulation continue d'être soutenue par des idéologies sexistes qui maintiennent le travail non rémunéré des femmes à la maison, condition préalable à la productivité de l'homme dans la sphère

publique. Ces structures et processus genrés promeuvent et reproduisent la violence en limitant la participation des femmes à la vie publique et en favorisant leur subordination et leur inégalité à la maison et dans la société, les rendant ainsi plus vulnérables à la violence directe et structurelle.

[D] LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL, LA FAMILLE, LA MAISON ET L'HOMME

POURVOYEUR: Il est bien connu que pendant les conflits et les guerres, le statu quo des familles et des communautés se désagrège, entraînant des changements de pouvoir et de statut, les femmes assumant des rôles et des responsabilités traditionnellement perçus comme étant l'apanage des hommes.

L'essai sur l'Ouganda aborde les multiples vulnérabilités des femmes ainsi que la déstabilisation de la domination masculine et l'ouverture d'espaces de pouvoir partiel pour les femmes, car les changements de rôles et de responsabilités liés au conflit ont reconfiguré les structures familiales et ouvert des espaces d'action pour les femmes. Certains essais traitent des problèmes découlant du renforcement des lois coutumières qui ont souvent la primauté sur les lois générales, notamment en ce qui concerne la propriété foncière et les affaires liées à la famille. Par exemple, la Constitution indienne permet à des États comme le Mizoram et le Nagaland d'élaborer leurs propres lois d'une manière qui s'aligne sur leurs lois coutumières patriarcales. Les auteurs signalent le danger de ne pas tenir compte des changements apportés aux structures familiales et aux économies des ménages pendant les guerres et les conflits. Ils affirment que le renforcement des lois et pratiques coutumières (qui supposent des structures familiales traditionnelles basées sur l'homme pourvoyeur) pendant et après un conflit, pousse les femmes au bord de la vulnérabilité.

[E] LES FEMMES, LA VIOLENCE ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX: Plusieurs études de cas traitent des processus de consolidation de la paix dans lesquels la violence prend un sens qui va au-delà de la violence sexuelle contre les femmes. L'essai sur la PNG traite des initiatives de paix des femmes dans la province montagneuse de Jiwa-ka, détaillant comment les femmes ont défié les traditions chauvines de médiation des conflits, de négociation et de planification du développement. Refusant de contribuer au paiement des taxes de guerre effectives que s'approprient les hommes, les femmes ont protégé leurs économies contre la demande constante de leurs maris pour l'achat d'armes et de munitions afin de poursuivre les guerres tribales.

■ Conclusion

Ces études de cas mettent particulièrement l'accent sur la centralité de la violence dans l'organisation sociale et son rôle dans la production et la reproduction de l'ordre des genres, et inversement sur la façon dont l'ordre des genres justifie et reproduit à son tour les relations de pouvoir inégales et violentes dans la société, qui sont fermement ancrées dans des patriarcats superposés. Les essais fournissent un contexte pour les relations politiques et économiques qui couvrent les modes historiques d'accumulation et de dépossession, en se concentrant sur ceux qui soutiennent les guerres et les conflits actuels et se poursuivent après la guerre, afin de soutenir que les conflits et les guerres ne peuvent pas être traités de manière simpliste comme une déviation de la « normale ». Comme le soulignent les auteurs, leur approche de la violence sexospécifique pendant et après un conflit consiste à considérer les continuités des dimensions sexospécifiques comme liées au patriarcat et aux impacts des arrangements politiques et économiques différentiels au-delà de la temporalité de la guerre.

Chaque auteur(e) féministe se rattache à un mode particulier de pouvoir et de contrôle, ce qui détermine la manière dont il/elle « lit » et « cartographie » la violence. Les essais ne prétendent pas tous réaliser des analyses féministes de l'économie politique. Ils s'engagent cependant dans certains éléments d'une « méthode d'économie politique » en analysant la violence dans des « sites-clés stratégiques » (Ertürk, 2009; True, 2012). Les auteurs examinent comment les conditions de guerre et de conflit modifient la division du travail entre les sexes au sein de la famille et des communautés, ainsi que la violence associée à cette transformation. De nombreux essais présentent également les guerres et les conflits armés contemporains comme intrinsèquement liés au contrôle des ressources productives (Ertürk, 2009), qui à son tour reproduit et normalise la violence sexiste inhérente aux relations économiques. Par conséquent, il y a lieu de préconiser une analyse féministe de l'économie politique de la guerre et des conflits car elle nous permet de comprendre comment les relations économiques politiques produisent et perpétuent le cycle de violence auquel les femmes sont confrontées avant, pendant et après la guerre. Les études de cas dévoilent les relations de violence dans certains sites stratégiques, avec la guerre et les conflits en toile de fond, et fournissent des comptes rendus riches et contextuels qui décrivent les multiples inégalités qui contrôlent la sexualité et le statut des femmes dans la société et consacrent leur marginalisation politique et économique. Les comptes rendus détaillés offerts par les études de cas non seulement enrichissent le corpus plus large de la littérature sur le genre et les conflits, mais remettent également en question, à l'aide de preuves empiriques, les notions conventionnelles selon lesquelles les femmes seraient simplement des victimes de la guerre. ■

■ Bibliographie

Bergeron, S, Cohn, C & Duncanson, C. (2017). "Rebuilding Bridges: Toward a Feminist Research Agenda for Postwar Reconstruction." *Politics & Gender*. 13 (4): 715-721.

Charlesworth, H. and Chinkin, C. (2000). *The Boundaries of International Law: A Feminist Analysis*. Manchester: Manchester University Press.

Confortini, C. (2006). "Galtung, Violence, and Gender: The Case for a Peace Studies". *Feminism, Alliance, Peace and Change*. 31 (3): 333-367.

Copelon, R. (1995). "Gendered war crimes: Reconceptualizing rape in time of war." *Women's rights, human rights: International feminist perspectives*. 197-214.

Ertürk, Y. (2009). *Promotion and Protection of All Human Rights, Civil, Political, Economic, Social and Cultural Rights, Including the Right to Development, Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences*. Human Rights Council, Eleventh Session, Agenda item 3, A/HRC/11/6/Add.6 23 June 2009 [\[online\]](#)

Giles, W. and Hyndman, J. (eds) (2004). *Sites of Violence: Gender and Conflict Zones*. CA: University of California Press.

Henry, N. (2014). "The Fixation on Wartime Rape: Feminist Critique and International Criminal Law." *Social & Legal Studies*. 23 (1): 93-111.

Laurie, M. and Petchesky, R. (2007). "Gender, health, and human rights in sites of political exclusion." *Global public health*. 3 (Suppl 1): 25-41.

Lorentzen, L.A. and Turpin, J. (eds) (1988). *The Women and War Reader*. New York: New York University Press.

Manchanda, R. (2005). "Women's Agency in Peace Building: Gender Relations in Post-Conflict Reconstruction." *Economic and Political Weekly*. 44/45: 4737-4745.

Moore, D. (2015). "Conflict and After: Primitive Accumulation, Hegemonic Formation and Democratic Deepening." *Stability: International Journal of Security & Development*. 4 (1): 1-21.

Moser, C. and Clark, F. (eds) (2001). *Victims, Perpetrators or Actors? Gender, Armed Conflict and Political Violence*. London: Zed Books.

Seguino, S. (2010). "The Way Forward in the Wake of the 2008 Global Economic Crisis: Does the Stiglitz Commission Report Go Far Enough?" Concept paper prepared for DAWN Development Debates.

Sen, G. and Durano, M. (eds.). (2014). "The remaking of social contracts: the promise of human rights," in Gita Sen and Marina Durano. *The Remaking of Social Contracts. Feminist in a Fierce New World*. London: Zed Books.

Skjelbæk, I. and Smith, D. (eds) (2001). *Gender, Peace and Conflict*. London: Sage.

True, J. (2012). *The Political Economy of Violence Against Women*. Oxford: Oxford University Press.

Von Holdt, K. (2014). "On Violent Democracy." *The Sociological Review*. 62 (2): 129-151.

■ Notes

1 -Nous reconnaissons avec gratitude la contribution d'Ambika Satkunanathan et d'Ayesha Imam aux premières versions de ce chapitre. Ayesha Imam a aidé à coordonner les premières étapes de ce projet et a participé à l'atelier de lancement qui a discuté du cadre de la recherche.

2- Le rétablissement de la paix se réfère généralement aux processus de paix et la consolidation de la paix se réfère généralement au travail de paix après l'accord/la convention. Pour les définitions de l'ONU dans le contexte du maintien de la paix, voir <https://peacekeeping.un.org/en/terminology>. « Le rétablissement de la paix comprend généralement des mesures visant à régler les conflits en cours et implique habituellement une action diplomatique pour amener des parties hostiles à un accord négocié. » Et « La consolidation de la paix vise à réduire le risque d'émergence ou de résurgence des conflits, en renforçant les capacités nationales de gestion des conflits à tous les niveaux et en jetant les bases d'une paix et d'un développement durables. Il s'agit d'un processus complexe et à long terme visant à créer les conditions nécessaires à une paix durable. » Les études de cas présentées dans ce DI font référence aux deux processus.

Économie politique du conflit et de la violence contre les femmes au Sri Lanka: La construction de la femme financièrement responsable

par Vagisha Gunasekara et Vijay K. Nagaraj

Cet article tente de cartographier les relations de violence ancrées dans les arrangements économiques et politiques en place pendant les périodes de guerre ainsi que dans celles qui les précèdent et les suivent. En combinant une approche d'économie politique avec les concepts de violence structurelle, les auteurs soutiennent que le fait de se fixer sur les formes extrêmes de la violence sexospécifique en temps de guerre et de conflit armé, comme la violence sexuelle systématique qui a lieu dans des milieux fortement militarisés, implique souvent de négliger les continuités de la violence dans la vie économique quotidienne des femmes. Ils appellent à prendre du recul, à observer et à comprendre la violence sexospécifique dans le cadre de l'économie politique de la guerre et des conflits, où « l'expropriation de ressources économiques et non matérielles vitales et le fonctionnement de systèmes de stratification ou de catégorisation sociale qui compromettent les chances de survie des personnes » (Anglin, 1998) se poursuivent, bien que sous des formes différentes.

Ce document présente les guerres et les conflits comme des moments d'éruption dans « une trajectoire continue de formation idéologique, politique et de classes dans le contexte des processus d'accumulation » (Moore, 2015). Ce cadrage s'écarte de la compréhension dominante qui dépeint la

violence comme un phénomène produit uniquement par la guerre ou le conflit, effaçant ainsi les traces de continuité de la violence structurelle qui précède les limites temporelles du temps de guerre. Les auteurs associent ce cadrage de la guerre à des idées féministes critiques de l'accumulation en invoquant la thèse selon laquelle la mondialisation du capital



Sri Lanka. Source : Département du Sri Lanka (2015)

devrait être reconsidérée comme un moment d'accumulation primitive qui est très significativement genrée. S'inspirant de Maria Mies (1987), par exemple, les auteurs identifient les femmes, la nature et les populations des pays pauvres comme des lieux d'extraction et de dépossession. Par conséquent, les divisions sexuelles, sociales et internationales du travail représentent souvent des hiérarchies à la fois du travail et des travailleurs piégés dans des relations de violence. Cet article établit donc un lien entre les concepts de violence structurelle et d'accumulation par dépossession dans le cadre plus large de l'économie politique de la guerre et des conflits. Les auteurs sont d'avis que les relations politico-économiques entre les sexes y occupent une position centrale, plutôt que la guerre et les conflits eux-mêmes. Ils affirment qu'un tel « centrage » des relations économiques et politiques nous permet de mettre en perspective la guerre et le conflit plutôt que de leur accorder le statut surdéterminant dont ils bénéficient si souvent dans des contextes comme celui du Sri Lanka. Fondé sur le contexte de l'après-guerre au Sri Lanka, cet article soutient essentiellement que les dynamiques d'accommodement mutuel et de constitution impliquant le genre et la violence peuvent être cartographiées en termes de relations de violence distinctes et genrées, de modes spécifiques d'accumulation et de dépossession, ainsi que de certains modes de pouvoir et de contrôle. Une telle approche ou un tel cadre sera à son tour utile, nous l'espérons, pour comprendre la nature mutuellement constitutive de la violence sexospécifique et des relations politico-économiques dans le contexte de la guerre et des conflits.

Impugnación de la tesis del “crecimiento en medio de la guerra” en Sri Lanka

Les auteurs contestent l'approche selon laquelle la guerre et les conflits sont une déviation de la « normale », ce qui implique d'associer le « redressement post-conflit » à la réalisation - ou à l'origine - de « conditions normales de l'économie ». Selon eux, cette vision, qui prône le « retour à la normale », ne rend pas compte de la violence qui imprègne les arrangements économiques et politiques « normaux ». Elle dépeint la violence comme un phénomène produit uniquement par la guerre ou les conflits, effaçant ainsi les traces de la continuité de la violence structurelle qui précède les limites temporelles du temps de guerre. Cette vision donne également une image déformée des dispositions spatiales de la violence, en confinant souvent la violence aux espaces de combat. Cette représentation de la guerre et du conflit, qui constitue souvent la base de la « reconstruction » d'après-guerre et d'après-conflit, ne rend donc pas compte de la manière dont les conditions de guerre et de conflit reproduisent les relations spatiales, économiques et subjectives de la violence. C'est cette vision de la guerre et du conflit qui situe la trajectoire du Sri Lanka dans le cadre d'un dualisme brutal de « croissance en pleine guerre ».

S'inspirant de Venugopal (2003), les auteurs affirment que le conflit dans le nord et l'est de l'île « a été, de différentes manières, un facteur favorable au processus de réforme économique très contesté dans le sud » (Venugopal, 2003). La mise en œuvre des réformes économiques au Sri Lanka coïncide avec l'établissement du cadre néolibéral intégrant la libéralisation économique, la mondialisation, le libre-échange, la démocratisation et la gouvernance, sous l'égide de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI)¹. Les dislocations sociales découlant du processus

de libéralisation ont été institutionnalisées dans la guerre civile². Les régions touchées par la guerre étaient physiquement séparées des lieux de production.

Sur le plan spatial, cela a conduit à une séparation géographique entre le principal théâtre de la guerre, au nord et à l'est, et les principaux sites de production, situés à l'ouest, dans les collines centrales et au sud du pays³. En réalité, la guerre a amorti certains des effets négatifs des réformes, en partie parce que le secteur de la sécurité a absorbé la main-d'œuvre⁴ en raison d'une expansion rapide des offres d'emploi⁵. Dans le même temps, l'ethnisation croissante de la concurrence économique dans l'ombre d'un État autoritaire et majoritaire a non seulement favorisé les conflits horizontaux sur des bases ethniques, mais a également laissé le mouvement syndical pratiquement sans défense.

Les auteurs affirment que ces divisions représentent souvent des hiérarchies de travail et de travailleurs piégés dans des relations de violence. Au Sri Lanka, ces hiérarchies sont représentées de la manière la plus frappante par les Tamouls des collines - des Tamouls de castes opprimées amenés par les Britanniques du sud de l'Inde au début du 19^e siècle pour travailler dans leurs plantations de café, qui se sont ensuite reconverties en plantations de thé. Le thé a longtemps été une source d'exportation majeure pour le Sri Lanka et continue de représenter plus de la moitié de toutes les recettes d'exportations agricoles⁶. Tout au long des décennies de guerre, le secteur des plantations est resté une périphérie intérieure, source de précieuses recettes en devises qui ont contribué à stabiliser l'économie. Cependant, les Tamouls des collines sont les plus mal lotis des quatre principaux groupes ethniques du Sri Lanka. Les femmes tamoules des collines, qui constituent la quasi-totalité de la main-d'œuvre dans les plantations de thé, se trouvent tout en bas de la hiérarchie et subissent des violences patriarcales et ethniques.

Les employées de maison se situent au deuxième rang de cette hiérarchie. La cueillette du thé et le travail domestique dans les maisons des classes moyennes et supérieures des centres urbains sont souvent les deux seules options qui s'offrent aux femmes tamoules des collines du Sri Lanka. Les auteurs s'appuient sur la vie des travailleurs domestiques pour mettre en lumière la violence inhérente à la division sexuée du travail entre les sphères publique et privée, soutenue par des idéologies de genre qui font en sorte que le travail non rémunéré, et souvent invisible, non payé ou mal rémunéré dans la sphère privée soit accompli principalement par les femmes (Okin, 1989; Federici, 2004; True, 2010). Alors que de plus en plus de femmes issues des classes moyennes rejoignent la main-d'œuvre formelle au Sri Lanka, les femmes tamoules de la région des collines ou les femmes cinghalaises des zones rurales se sont vu confier le rôle de femme au foyer. Ce « processus de ménagerisation » comme l'a observé Mies (1998), a impliqué l'exploitation et la violence physique, sexuelle et émotionnelle perpétrée à l'encontre des femmes par les hommes et les femmes de la classe supérieure. Le travail domestique souligne que l'oppression et la domination sont produites et reproduites non seulement dans les économies légales et formelles mais aussi dans les économies informelles et illicites.

Les auteurs se tournent ensuite vers les travailleuses des zones franches (FTZ) et les travailleuses migrantes pour discuter sur la transformation de la nature du travail rémunéré et la redéfinition des relations sociales en faveur du capital, façonnées par les processus de mondialisation économique néolibérale. Le tournant néolibéral décisif dans l'orientation de la politique économique du Sri Lanka a eu lieu en 1977, accompagné d'une répression massive des syndicats et d'une escalade de la violence contre la minorité tamoule en particulier. Les zones franches du pays, point central de l'industrie du textile et de l'habillement, dont 70% de la main-

d'œuvre est féminine, sont un héritage de cette époque. Grâce aux zones franches le Sri Lanka a préservé sa place dans la chaîne de valeur mondiale de l'habillement, quoiqu'en devenant une enclave privilégiée de capitaux non taxés, non soumise au régime du travail. Cela a ouvert la voie à plusieurs autres enclaves dans lesquelles le contrat social reposait sur la coercition et la violence, en particulier à l'égard des jeunes femmes, issues dans leur majorité des zones rurales et périurbaines de l'arrière-pays, qui ont été nombreuses à aller dans les zones franches. L'émigration à grande échelle de femmes travaillant comme domestiques vers le Moyen-Orient riche en pétrole a constitué une autre enclave de travail pendant les années de guerre.

Fondés sur ces enclaves de travail genrées, les auteurs ont préparé le terrain pour cartographier la violence sexospécifique pendant et après la guerre du Sri Lanka, de façon à en voir les continuités dans les dimensions genrées au-delà de la temporalité de la guerre, et d'en reconnaître les liens avec le patriarcat et les impacts différentiels de la mondialisation économique (True, 2010).

Accumulation genrée par la dépossession: Le cas des femmes indépendantes à Passikudah

Les auteurs se sont fondés sur leur analyse d'une « enclave » genrée du paysage politique et économique actuel du Sri Lanka pour dresser un cadre de la violence sexospécifique dans les arrangements politico-économiques qui imprègnent les périodes de guerre et de paix - le travail indépendant des femmes, caractéristique des « moyens de subsistance d'après-guerre ». Les auteurs s'appuient sur des données empiriques qualitatives recueillies par intermittence pendant une période de trois ans à partir de 2014 à

Passikudah, une petite ville côtière de l'est du Sri Lanka, pour démontrer la nature mutuellement constitutive de la violence sexiste et des arrangements et structures politico-économiques.

Le travail indépendant qui permet d'assurer sa subsistance travaillant chez soi à ou par le biais du micro-entrepreneuriat est une partie importante de la vision économique et politique d'après-guerre, en particulier pour les femmes. L'État sri-lankais a activement encouragé les programmes d'emploi autonome après 1977 pour atténuer les effets de la stratégie de libéralisation dans les zones rurales et dans le cadre d'une politique d'ajustement structurel (PAS) plus large visant à créer des opportunités d'emploi tout en déchargeant l'État de la responsabilité de créer des emplois (Ruwanpura, 2000). Cette stratégie de développement « au bas de la pyramide » a pris de l'ampleur à la suite du tsunami de 2004 dans l'océan Indien et au cours de la période d'après-guerre instaurée arbitrairement après 2009. Elle a été rebaptisée « stratégie de développement d'après-guerre » un moyen de sortir de la pauvreté pour les personnes touchées par la guerre, et en particulier pour les ménages dirigés par des femmes dans le nord et l'est du Sri Lanka. Aujourd'hui, le secteur de la microfinance est une entreprise de plusieurs milliards de roupies, et de nombreuses institutions enregistrent des bénéfices supérieurs à 100%.

Selon les auteurs, Passikudah se caractérise par l'imposition d'une économie de villégiature à forte intensité de capital sur un paysage de production primaire précaire dans les domaines de la pêche et de l'agriculture, déjà marqué par des inégalités locales. L'économie de villégiature y a rendu le travail salarié attrayant même si, ou précisément parce que, il sape les autres formes de production primaire (par exemple, la pêche,

l'agriculture, le travail dans les plantations de noix de coco) en tant que moyen de subsistance sûr.

Pour les femmes de Passikudah, travailler dans l'industrie du tourisme comporte certains risques pour leur réputation, car les stations balnéaires, les hôtels et les pensions de famille sont perçus de manière négative par la communauté locale. Ils sont perçus comme des espaces accueillant les vices humains, en particulier ceux des « autres » hommes, ce qui génère des récits de contagion ethnique et culturelle (Gunasekara, et al., 2016). Dans ce contexte, les auteurs affirment que le travail indépendant est devenu le moyen de subsistance de facto des femmes, mais aussi de certains hommes à Passikudah. Les auteurs mettent en évidence les relations sexospécifiques de violence intégrées dans l'emploi autonome des femmes dans la région de Passikudah touchée par la guerre en faisant un zoom sur quelques histoires de vie.

■ Voués à l'échec

Le microcrédit et la microfinance sont les principales modalités de soutien des régimes d'emploi autonome, présentés comme un espace économique intrinsèquement autonomisant. Si les décaissements sont rapides et efficaces, il n'y a guère de conseils utiles sur ce qu'il convient de produire. Les entrepreneurs potentiels reçoivent une formation sur la fabrication d'articles qui sont déjà abondants sur le marché (comme le savon, les boules de camphre ou les bâtons d'encens) ou qui ont peu ou pas de valeur marchande.

Il est courant pour les travailleuses indépendantes de passer de la production d'un produit à un autre en l'espace de six mois. Lorsque nous avons rencontré « Rama » pour la première fois, elle confectionnait du savon à la maison; sept mois plus tard, elle s'est mise à fabriquer du murukku (un

snack frit local) parce qu'elle n'arrivait pas à vendre ses barres de savon. Elles se heurtent souvent au manque de demande de la part des consommateurs, étant donné que la base de leur clientèle est leur propre quartier appauvri. Plusieurs femmes « entrepreneuses » nous ont dit que s'aventurer hors de leur village comporte des risques, car les marchés sont un terrain sexué. Se frayer un chemin sur les marchés implique de faire face à diverses formes de violence et de contrôle social. Par exemple, une vendeuse de cacahuètes a déclaré que de nombreux hommes lui font des avances sexuelles lorsqu'elle exerce son activité dans des espaces publics.

Les femmes doivent également négocier avec leurs maris ou leurs partenaires masculins pour pouvoir exercer leur activité en dehors de la maison. La mission quotidienne de « Valli » est de vendre ses bonbons faits maison le plus rapidement possible et d'être de retour chez elle avant que son mari ne rentre de sa journée de travail. Parfois, quand il lui arrivait de rentrer tard à la maison, son mari la battait et lui donnait des coups de pied en guise de discipline. De nombreuses autres femmes partagent cette réalité. Il n'est pas surprenant que la plupart des projets d'auto-emploi échouent, enfermant les femmes dans le cercle vicieux de l'endettement qui les enfonce encore plus dans la pauvreté. Même dans les rares cas de réussite, le travail indépendant a surtout permis de diversifier et de répartir les risques plutôt que de permettre d'accumuler du capital afin de sortir de la précarité (Gunasekara, et al., 2016). Ces réalités mettent en cause certaines des hypothèses sous-jacentes de l'entrepreneuriat ainsi que la promesse de prospérité censée découler du travail indépendant des femmes.

Renforcement des rôles de genre

À plusieurs reprises, les auteurs ont observé des agents des programmes de microfinancement qui parcouraient à moto les villages pour distribuer des prêts et collecter les remboursements. Les réunions concernant les prêts de groupe suivent un déroulement strict. Un groupe d'environ dix ou parfois quinze femmes s'assied en cercle autour du jeune agent de crédit masculin. Parfois, la réunion commence par un serment prononcé par les femmes, qui s'engagent à utiliser l'argent pour le bien-être de leur famille et à le rembourser dans les délais prévus.

Ce répertoire, selon les auteurs, impose une construction particulière de la « femme financièrement responsable » et un renforcement des rôles de genre : l'agent de crédit masculin incarne la promesse de financement pour la femme et sa famille, assortie d'un arsenal de mécanismes à la fois matériels et symboliques pour la tenir responsable. La femme emprunteuse est tenue responsable de la mise en place d'une activité indépendante viable et de la garantie et de la priorité du bien-être de sa famille dans les rôles prescrits de mère et d'épouse, intrinsèquement liés à la charge reproductive qui lui incombe et qui est également intégrée au serment qu'elle prête.

Lorsque ces femmes échouent dans leur tentative d'assurer la subsistance de leur famille en travaillant chez elles et n'arrivent pas à rembourser les prêts, les conséquences de l'endettement sont graves, voire tragiques; les cas de suicide liés à l'endettement sont devenus monnaie courante dans les régions touchées par la guerre (Wijedasa, 2014; Gugesan, 2017). Les femmes qui sont en retard dans leurs paiements sont souvent intimidées et harcelées par les collecteurs de

prêts qui pratiquent couramment le porte-à-porte (Gunasekara, et al., 2016; Gunasekara, et al., 2015). Outre les dimensions physique et psychologique, ce type de violence comporte également une dimension subjective moins connue: la réputation des femmes est menacée car l'intimidation et le harcèlement ont lieu devant leur porte, dans la communauté dans laquelle elles vivent. Ce type de violence est devenue si courante dans la province de l'Est qu'en 2014, le secrétaire du district de Batticaloa a interdit les visites hebdomadaires à domicile pour collecter les remboursements des prêts.

Les auteurs pointent du doigt la construction de la femme financièrement responsable comme une dynamique des politiques néolibérales, échafaudant habilement la rhétorique de la responsabilité individuelle afin de masquer le désinvestissement croissant des services de l'État (par exemple, les programmes de protection du revenu, les coupons alimentaires, etc.) et de confier la reproduction sociale entièrement aux familles, dans ce cas aux femmes. Ils affirment en outre qu'il s'agit d'une démarche visant à maximiser le rendement du travail non rémunéré de la reproduction sociale au sein de la famille et limiter les dépenses du salaire social en dehors du foyer (Vogel, 2000). La construction de la femme financièrement responsable, dans ce cas, devient centrale aux processus d'accumulation; et la combinaison du travail indépendant et de la microfinance devient un mécanisme socialement accepté pour extraire la richesse et les ressources des pauvres, en particulier des femmes.

Conclusion: Des modes de pouvoir et de contrôle qui reproduisent les relations de violence

Cette étude de cas passe en revue les relations de violence (spatiale, économique, subjective, sexuelle) entre les hommes et les femmes par rapport à un mode d'accumulation et de dépossession - le travail indépendant - afin de mettre en lumière certaines forces économiques, politiques et idéologiques plus larges qui sont imbriquées dans ce réseau complexe et qui reproduisent continuellement la violence. Les auteurs qualifient ces forces de « modes de contrôle ». Le contexte dans lequel ces modes de contrôle s'exercent actuellement est ce que nous appelons la « mondialisation néolibérale ».

La restructuration capitaliste des quatre dernières décennies a contraint les femmes à quitter la maison pour l'espace public et à travailler de plus en plus longtemps pour entretenir le foyer. Par le mode de contrôle que les auteurs appellent la « responsabilisation », le travail des femmes dans la sphère publique continue de porter l'empreinte du travail sous-évalué, informel et non rémunéré qu'elles effectuaient dans la sphère privée. La femme « responsable », le moteur idéologique du microcrédit, travaille dans un contexte non réglementé dépourvu de législation du travail, et à l'instar du travail ménager à la maison, il est sans fin et s'exerce tout au long de la journée de 24 heures.

La principale affirmation des auteurs est que les économies du travail indépendant examinées dans cet article reposent sur des systèmes où l'ordre et la sécurité sexuels ont été et continuent d'être maintenus par la coercition et la violence. Mais considérer la coercition et la violence de manière isolée, par exemple comme des actes distincts de violence sexuelle ou de violence contre les femmes et les filles, comme le fait la plupart

du temps l'agenda de la justice transitionnelle, ne permet pas d'aborder les conditions structurelles qui produisent cette violence. En outre, une telle approche finit invariablement par s'appuyer presque exclusivement sur l'individualisation de la responsabilité et de la victimisation et risque en fait de fragmenter la possibilité de luttes politiques collectives pour résister et transformer ces conditions.

Dans la période d'après-guerre, les femmes du Nord et de l'Est, qui sont les cibles privilégiées des prêts de la microfinance et d'autres programmes d'auto-emploi basés sur l'endettement, sont contraintes d'évoluer dans un espace socio-économique où les idées profondément genrées selon lesquelles les femmes sont des emprunteurs plus fiables, plus responsables et plus dociles les ont contraintes à travailler à domicile, les rendant vulnérables à de multiples couches de violence structurelle. ■

Bibliographie

Anglin, M. K. (1998). Feminist perspectives on structural violence, *Identities: Global Studies in Culture and Power*, 5:2, 145-151, DOI: 10.1080/1070289X.1998.9962613.

Federici, S. (2004). *Caliban and the Witch: Women, the Body and Primitive Accumulation*, New York: Autonomedia.

Guganeshan, M. (2017). "Easy access to credit triggers violence against women in Sri Lanka". Colombo Telegraph. May 9, 2017. [\[online\]](#)

Gunasekara, V., Philips, M., and Nagaraj, V. (2016). "Hospitality and Exclusion: A study about post-war tourism in Passikudah". London: Overseas Development Institute.

Gunasekara, V., Najab, N. and Munas, M. (2015). "No Silver Bullet: An Assessment of the Effects of Financial Counselling on Decision-Making Behavior of Housing Beneficiaries in Jaffna and Kilinochchi". Colombo: The Centre for Poverty Analysis.

Jayasekara, P. and Najab, N. (2016). "The Political Economy of Violence: Women's Economic Relations in Post-war Sri Lanka". London: Overseas Development Institute.

Mies, Maria (1987). *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*, London: Zed Books.

Moore, D. (2015). "Conflict and After: Primitive Accumulation, Hegemonic Formation and Democratic Deepening". *Stability: International Journal of Security & Development*. 4 (1): 1-21.

Okin, S.M. (1989). *Justice, Gender, and the Family*. United States: Basic Books.

Ruwanpura, K. (2012). "Ethical Codes: Reality and Rhetoric – A Study of Sri Lanka's Apparel Sector". Southampton, UK: University of Southampton.

True, J. (2012). *The Political Economy of Violence Against Women*. Oxford: Oxford University Press.

Venugopal, R. (2003). "The Global Dimensions of Conflict in Sri Lanka". Paper presented to the conference on "Globalisation and Self-Determination Movements": Pomona College, 21st – 22nd January 2003.

Vogel, L. (2000). "Domestic Labour Revisited". *Science & Society*. 64 (2): 151-170.

Wijedasa, N. (2014). "North in a Debt Trap". *Sunday Times*. December 7, 2014. [\[online\]](#)

■ Notes

1 - L'industrie mondiale du développement a fait de la libéralisation économique une condition essentielle des prêts concessionnels accordés dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS) proposés pour sauver les économies en déclin des pays du Sud. L'adhésion du Sri Lanka aux PAS au cours de cette période a entraîné un changement de la politique étrangère en faveur du bloc américain, donnant lieu à une vague sans précédent de projets d'investissement dans le secteur public financés par l'aide étrangère. Alors que l'on s'attendait à ce que le degré d'agitation et de conflit diminue en raison de la réduction de l'intervention de l'État et de l'augmentation conséquente de l'emploi et des opportunités économiques, on a assisté à une intensification du conflit politique pendant cette période de transition, qui a finalement abouti à une guerre civile en 1983.

2 - Après deux décennies d'une économie axée sur des politiques de substitution des importations, le Sri Lanka est entré dans une période de transition économique et politique dans la période 1977-83 avec l'élection du gouvernement dirigé par le Parti national uni (UNP). Dirigé par M. J.R. Jayawardena, le gouvernement a mis fin à la substitution des importations et a institué un vaste programme de libéralisation du commerce, de déréglementation du secteur privé et de suppression de nombreuses dispositions sociales qui avaient été historiquement utilisées par l'élite dirigeante pour acheter et maintenir la paix sociale

(Dunham et Jayasuriya 2000). Bien qu'elle ait été marquée par une rupture importante dans la philosophie et les arrangements économiques, cette période de transition a non seulement hérité d'un grand nombre de mesures politiques et économiques des années 1950 et 1960, mais les a aussi reproduites. Le passage d'une économie basée sur l'exportation de cultures à une économie basée sur le secteur public et la substitution des importations au milieu des années 1950 a coïncidé avec le conflit entre Cinghalais et Tamouls au sujet du développement inégal et du pouvoir politique (Venugopal 2003). Les deux décennies (1956-76) pendant lesquelles le gouvernement a réglementé les entreprises du secteur privé, les banques et le commerce extérieur, ainsi que la nationalisation d'industries clés comme la finance, les ports et le pétrole, ont conduit à la dépendance de l'État pour accéder aux rares opportunités d'emploi et aux contrats et permis du secteur privé, et ont déterminé l'emplacement des industries du secteur public, de l'irrigation des zones sèches et des projets de réinstallation (Gunasinghe 1984).

3 - Les zones de libre-échange (FTZ), les plantations de thé, toutes deux dépendantes de la main-d'œuvre féminine, et la plupart des destinations touristiques situées principalement à l'ouest et au sud, ont été bien isolées des effets directs de la guerre.

4 - Le gouvernement de l'UNP a eu du mal à maintenir le rythme initial de la libéralisation. Avec le ralentissement de la croissance économique, l'État est devenu « l'employeur de dernier recours » et l'expansion du secteur de la sécurité a poussé les jeunes Cinghalais de la paysannerie rurale et des communautés de pêcheurs à s'enrôler dans l'armée (Venugopal 2003, 32). La militarisation accrue de l'État en temps de guerre a renforcé les pouvoirs autoritaires de l'État pour réprimer toute perturbation politique grave (ibid.). Ces conditions et l'absence de transparence dans de nombreuses transactions ont créé des possibilités d'extraction de rente à grande échelle dans l'économie de guerre (Athukorala et Jayasuriya 2012, 11). En conséquence, de nombreuses mesures de privatisation ont été adoptées de manière à favoriser les entreprises ayant des liens avec l'État et les fonctionnaires qui se livraient à des pratiques de corruption (c'est-à-dire des commissions).

5 - Qui, en 2001, représentaient plus de cinq pour cent de l'emploi total et un pourcentage beaucoup plus élevé de l'emploi dans le secteur formel pour les hommes cinghalais (Venugopal 2003, 32).

6- http://www.cbsl.gov.lk/pics_n_docs/latest_news/press_20150507ea.pdf

Mettre fin aux conflits violents et à la violence contre les femmes dans la région des Highlands de la Papouasie-Nouvelle-Guinée: l'État, les industries extractives et la société civile

par Elizabeth Cox¹



Femmes défenseurs des droits humains de Hela, Jiwaka et Simbu, réunies par Urgent Action Fund Pacific fin 2018. Photo: Elizabeth Cox.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) se compose du district de la capitale nationale, de vingt-deux provinces, en grande partie rurales, et d'une région autonome post-conflit (Bougainville). Les trois provinces les plus reculées des Highlands abritent de vastes projets aurifères, pétroliers et gaziers, sont fortement militarisées et le théâtre de conflits armés et restent parmi les endroits les plus dangereux au monde pour les femmes. Les progrès accomplis au niveau national pour mettre fin à la violence contre les femmes (VCF) comprennent de nouvelles lois

duement conquises - le résultat de quatre décennies de plaidoyer et d'activisme de la société civile. Mais l'État doit encore faire preuve de volonté politique et fournir des budgets suffisants pour une mise en œuvre réussie des lois et de la stratégie de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Depuis l'indépendance de la PNG (1975), une succession de gouvernements dominés par des hommes a forgé une économie dépendante des industries extractives qui va à l'encontre des objectifs nationaux constitutionnels et des principes directeurs

qui accordent la priorité à un développement équitable, durable et inclusif. Les revenus de plusieurs « décennies de prospérité » dans le secteur extractif ont été dilapidés et la plupart des citoyens vivent sans routes, sans électricité et sans eau potable. Les taux de mortalité maternelle, de corruption et de crimes de violence contre les femmes (VCF) sont classés parmi les plus élevés au monde (OMS 2015, Transparency International 2017). La gouvernance politique et fiscale s'est détériorée et l'offre des services de base a diminué à mesure que la dépendance à l'égard des industries extractives a augmenté. L'État s'appuie sur l'aide australienne et sur les programmes controversés de crédit d'impôt pour l'industrie extractive afin de camoufler la détérioration des systèmes de santé, d'éducation, de droit et de justice. Jiwaka et Hela sont les deux provinces les plus récentes de la PNG. Créées en 2012, elles rejoignent cinq autres provinces de la région très peuplée des Highlands, où vivent quarante pour cent de la population totale de la PNG, qui compte plus de huit millions d'habitants. Hela et Jiwaka partagent un héritage de cultures patriarcales violentes, de conflits tribaux et de contrôle coercitif des femmes. Les deux provinces doivent relever le défi de développer les infrastructures, la fonction publique et la société civile nécessaires à un futur développement social et économique viable.

Hela dispose de vastes ressources naturelles et de projets d'industrie extractive à grande échelle en pleine expansion (pétrole, or et gaz exploités depuis plusieurs décennies). Mais ses indicateurs de développement humain sont faibles, la société civile pratiquement inexistante et les services de base à peine opérationnels.

Jiwaka a une économie agricole forte dans laquelle la production, la distribution et le commerce des aliments par les femmes sont essentiels. Elle abrite également une

ONG locale forte, dirigée par des femmes, qui, depuis plus de dix ans, plaide pour un avenir sans violence, construit des réseaux de femmes qui défendent les droits de l'homme et constitue une base solide pour un vaste mouvement citoyen en faveur de la paix.

Les trois provinces les plus éloignées parmi le sept provinces qui constituent les Highlands de la PNG, dont Hela fait partie, sont fortement touchées par des projets aurifères, pétroliers ou gaziers à grande échelle. Les opérations de type navette aérienne "Fly In/Fly Out" (FIFO) sont menées par des employés expatriés et nationaux très mobiles, principalement des hommes. Les enclaves de haute sécurité de l'industrie extractive sont entourées de communautés de propriétaires terriens déplacés et en attente de l'être, ainsi que de colonies improvisées de migrants interprovinciaux de l'IE (industrie extractive) dont les moyens de subsistance reposent sur le commerce informel, l'exploitation minière alluviale et le travail sexuel. Des sous-traitants internationaux assurent la sécurité des usines et du personnel de l'IE, et les entreprises extractives subventionnent largement les opérations de police locales. Les états d'urgence sont fréquents, ce qui implique des déploiements de plus en plus constants d'unités spéciales de l'armée et de la police afin d'éviter en permanence toute perturbation des opérations de l'IE.

Les femmes des communautés touchées par l'IE en PNG ont souvent protesté contre leur exclusion et contre l'expérience permanente de formes anciennes et nouvelles de violence qui leur est infligée. La Banque mondiale et les entreprises de l'IE ont répondu par des versions successives des programmes « Women in Mining » qui prétendent soutenir l'autonomisation politique et économique des femmes, mais qui n'offrent guère plus qu'une formation dépassée et inappropriée pour la domestication et les entreprises à petite échelle des femmes locales. Ils ne renforcent

pas la capacité des femmes à défendre efficacement leurs priorités, leurs besoins et leurs préoccupations - y compris la manière dont les projets des industries extractives exacerbent leur expérience des conflits et de la violence dans les domaines public et privé.

Patriarcat et guerre: Durables et résurgents

L'exploration coloniale de l'intérieur des Highlands (années 1930) a révélé l'existence d'importantes sociétés, patriarcales et agricoles, dotées d'économies et de cultures complexes bâties sur des cycles de guerre, de paix, de compensation et d'échange. L'administration coloniale australienne de la région des Highlands a commencé à la fin des années 1940, cinq à sept décennies après la colonisation des régions côtières et insulaires. La paix a été imposée et une industrie du café pour les petits exploitants a été encouragée, pour finalement être consolidée et contrôlée par les « grands » capitalistes émergents des Highlands.

La politique mise en place après l'indépendance et une économie basée sur l'extraction ont suscité de nouvelles aspirations et des attentes puissantes, contribuant à la résurgence de nouveaux conflits claniques et tribaux de plus en plus armés et meurtriers - où les déclencheurs, les armes, les enjeux et les règles d'engagement ont radicalement changé.

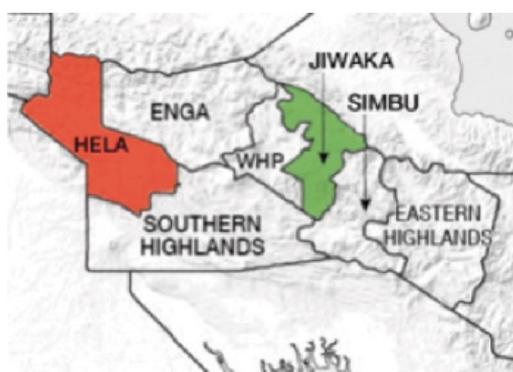
Les études anthropologiques menées dans les Highlands révèlent des niveaux élevés de contrôle coercitif et violent des hommes sur la fertilité et le travail productif des femmes. Les pères et les frères organisaient les mariages précoces des filles pubères avec les hommes qui offraient le prix le plus élevé et les alliances économiques (terres) et politiques (guerre) les plus stratégiques. Les femmes et les filles défilantes, résistantes et non-conformistes étaient soumises à des punitions

physiques extrêmes, stigmatisées et bannies de leur famille et de leur communauté. Le suicide féminin n'était pas rare. Aujourd'hui, le patriarcat, les conflits violents, les mariages d'enfants et la polygamie restent des normes puissantes dans les Highlands d'après l'indépendance. Les projets d'exploitation des ressources fournissent l'argent qui alimente l'inflation du prix de la mariée et l'achat d'armes à feu qui intimident les parents réticents ou les épouses réfractaires. Les filles qui résistent peuvent avoir recours au travail du sexe le long de l'autoroute des Highlands - répondant ainsi à la demande des camionneurs masculins mobiles, des propriétaires fonciers et des travailleurs, du personnel de sécurité et de police qui tirent des revenus directement ou indirectement des industries extractives.

Bien que le patriarcat ne soit pas codifié dans la loi et soit en contradiction avec les dispositions constitutionnelles fondamentales sur l'égalité des droits et la participation, il reste la norme la plus puissante dans le fonctionnement des institutions politiques et économiques contemporaines. La propriété de la majorité des terres en PNG (97%) est régie par le droit coutumier. Les mécanismes et les processus de l'État qui traitent des industries extractives considèrent les hommes comme les seuls propriétaires fonciers coutumiers, ce qui justifie l'exclusion des femmes de la réception directe des redevances et des bénéfices de l'équité. La plupart des conflits portent sur la terre et font l'objet d'une médiation traditionnelle, tandis que les délits civils et criminels mineurs sont jugés par des tribunaux villageois basés sur la coutume.

Les conflits tribaux contemporains concernent pêle-mêle des questions et des alliances tribales, économiques et politiques, anciennes et nouvelles. Ils sont de plus en plus menés par des jeunes et impliquent des armes de contrebande très puissantes et des « tireurs à gages » locaux (tireurs d'élite

mercenaires) . Ils sont symptomatiques de l'aliénation sociale, de la manipulation politique et de la trahison économique envers les populations éloignées, rurales et négligées qui ont été convaincues que le fait de céder leurs terres à l'exploitation des ressources minérales et pétrolières se traduirait par une richesse et une prospérité locales transformatrices. Les clans et les tribus qui se disputent les miettes versées en contrepartie par les sociétés extractives entrent facilement en conflit les uns avec les autres. De plus en plus, les femmes sont visées et exécutées d'une manière qui n'était pas autorisée par les règles d'engagement traditionnelles (Arigo, 2017).



Les sept provinces de la région des Highlands de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Les conflits tribaux entraînent le déplacement interne d'un grand nombre de personnes (PDI) qui sont obligées de se réfugier auprès des tribus hôtes voisines. Le fait de vivre de la terre et des ressources d'autrui entraîne des dettes « traditionnelles » qui augmentent la vulnérabilité des femmes et des filles déplacées face aux prédateurs sexuels opportunistes ; les crimes de violence sexuelle sont ainsi commis en toute impunité. Les hommes déplacés, impuissants et émasculés, cherchent désespérément à réunir de l'argent, à acheter des armes et à mener des attaques de vengeance pour récupérer leurs terres et leurs femmes. Des chefs de guerre émergents obligent tous les hommes à se battre, imposent des taxes locales pour acheter des armes et obligent les femmes

et les filles à utiliser leurs petits revenus durement gagnés pour se livrer au commerce de munitions, illégal et risqué. (Be'Soer, 2012).

Les femmes de Jiwaka mènent un mouvement pour l'égalité des sexes, le développement et la paix

La province de Jiwaka a été créée pour donner au peuple Whagi, négligé depuis l'indépendance, une plus grande représentation politique et des services améliorés. Jiwaka n'a pas d'industries extractives, mais elle dispose d'une société civile forte dirigée par des femmes et d'une jeune génération fière, éduquée et enthousiaste, qui surveille la gouvernance de la province grâce aux médias sociaux. Jiwaka a une économie agricole, une industrie du café en déclin et est traversée par l'autoroute des Highlands. La production alimentaire et le commerce de Jiwaka, sous la conduite des femmes, sont considérés comme informels, insignifiants et rarement « recensés », bien qu'ils constituent l'épine dorsale de l'économie locale de Jiwaka, assurant les moyens de subsistance des familles et favorisant le commerce interprovincial le long de la route des Highlands (Be'Soer 2012).

Depuis les années 1980, les projets d'IE à grande échelle dans les provinces voisines ont eu un impact indirect sur Jiwaka à travers l'emploi de ses hommes. Un trop grand nombre d'entre eux sont des maris et des pères absents, qui rentrent chez eux lors de leurs congés mensuels pour boire et courir les femmes en compagnie de leurs camarades masculins. Les propriétaires terriens et les employés des champs d'or, de pétrole et de gaz des provinces voisines visitent régulièrement Jiwaka à la recherche de femmes à marier, souvent mineures, offrant des sommes élevées en guise de dot et des cadeaux dans ce qui ressemble plus à un trafic moderne qu'à une tradition (Voice for Change, 2015).

La principale ONG locale de Jiwaka, Voice for Change (VFC), est une organisation locale de défense des droits des femmes, créée en 2003 pour aider les agricultrices. Les premiers programmes ont permis aux femmes de gérer et de contrôler leurs revenus. Elles étaient nombreuses à connaître systématiquement des expériences de violence conjugale physique et psychologique, y compris la négligence résultant de la polygamie et des absences prolongées. Nombre d'entre elles avaient également connu de longues années de déplacement interne résultant de conflits tribaux permanents et avaient subi harcèlement, viols et mariages forcés alors qu'elles vivaient sur les terres et les ressources d'autres tribus.

Ces femmes ont longtemps lutté pour contrôler leurs revenus, car les maris et les parents de sexe masculin réquisitionnaient souvent leur argent pour acheter des armes et des munitions destinées à perpétrer des attaques vengeresses ou pour financer des cérémonies de paix dirigées par des hommes, des dots extravagantes et des campagnes politiques. Pour obtenir un divorce dans les tribunaux du village, il faut rembourser la dot à la famille du mari.

En 2008, en possession de nouvelles connaissances sur l'impact du conflit tribal des Highlands sur les femmes et l'économie locale, les dirigeants de VFC ont élaboré des stratégies pour mettre fin à la violence et à la discrimination (Be'Soer, 2012).

Lorsque la nouvelle province de Jiwaka a été instituée, VFC analysait déjà l'impact sexospécifique du conflit, les stocks d'armes puissantes, la marginalisation et la colère des jeunes hommes et des travailleurs qui font la navette vers les enclaves voisines de l'industrie extractive. Comprendant qu'il s'agissait là des causes fondamentales de la violence à l'égard des femmes, VFC les a incitées à travailler pour mettre fin à

l'impunité, pour contrôler leurs propres revenus et pour accéder à la justice. VFC a mis en place des services de permanence rurale dans toute la province pour endiguer la violence contre les femmes. De plus en plus, les femmes participent à des interventions précoces pour éviter que des conflits mineurs ne dégénèrent en combats tribaux armés à grande échelle ; elles préconisent de plafonner la dot et de garantir des compensations coutumières justes et réalistes, afin que la paix et la normalité puissent être rapidement rétablies.

Le triple traumatisme des femmes de Hela: Expansion de l'industrie extractive, conflit armé incontrôlé et violence extrême contre les femmes

La province de Hela abrite plusieurs groupes ethniques, qui ont des ancêtres et une mythologie en commun. Il s'agit d'une région isolée et sous-développée, dont les liens avec le reste du pays sont limités sur le plan administratif ou de la société civile. Elle a été érigée en province en 2012 pour répondre à la vision du monde et aux aspirations à l'unité et à l'identité des leaders masculins locaux. Le patriarcat, le conflit armé et la violence envers les femmes sont bien documentés à Hela (MSF 2011, 2016) et la société civile est minimale et en déclin.

Bien que la province de Hela soit riche en ressources, elle compte parmi les plus pauvres en termes de développement social et économique. Ses habitants (anciennement les Southern Highlanders) sont nombreux à subir, depuis des décennies, les conséquences des projets pétroliers et gaziers à grande échelle qui fournissent des revenus importants à l'État et alimentent la plus grande mine d'or de la PNG dans la province voisine d'Enga. De nombreuses usines extractives de haute technologie et de haute

sécurité dans les zones reculées de Hela nécessitent de fréquents déploiements de la police et des forces spéciales de l'armée pour réprimer les protestations des propriétaires terriens et les « combats tribaux » qui menacent les opérations pétrolières et gazières en permanence.

La transition politique de Hela vers une nouvelle province a coïncidé avec des négociations visant à lancer le projet de gaz liquéfié de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG LNG) sur les terres coutumières de Hela. Les partenaires de la coentreprise, EXXON Mobil, Oil Search et Santos, ont promis d'énormes avantages économiques à l'État, à la province et aux propriétaires fonciers masculins locaux. L'État, quant à lui, a promis une transformation économique qui profiterait à tous les citoyens de la PNG.

La phase de construction de ce projet gazier de 19 milliards de dollars a fait appel à une importante main-d'œuvre étrangère qualifiée (80 %) et a permis de mettre en place, en un temps record, une énorme usine de traitement du gaz et un pipeline terrestre et sous-marin de 700 km. Les employés nationaux (20 %) ont principalement occupé des postes temporaires non qualifiés et dans le domaine de la sécurité. Les salaires des travailleurs, les compensations pour l'utilisation des terres et la réinstallation de la population ont été payés rapidement pendant la construction, augmentant considérablement les stocks d'armes puissantes de contrebande détenues par les hommes locaux.

Les exportations de gaz ont commencé plus tôt que prévu, à la mi-2014. Cependant, les procédures de vérification préalable - pour l'identification précise des propriétaires fonciers, l'obtention de leur consentement libre, préalable et éclairé, la facilitation des groupes de propriétaires fonciers incorporés (ILG) obligatoires et la négociation inclusive d'accords de partage des bénéfices conclus

localement - ont été bâclées et sérieusement compromises. Tout au long du processus, les femmes ont été ignorées en tant que parties prenantes, participantes et bénéficiaires. Au début 2018, Exxon a annoncé son intention de pratiquement doubler la capacité d'exportation de l'installation pour la porter à 16 millions de tonnes par an. Pourtant, l'État n'est toujours pas en mesure de décider qui doit recevoir les redevances et les actions et quelle forme de distribution des avantages en espèces permettra d'éviter une nouvelle escalade du conflit armé (Filer, 2016; Main, 2017). Les redevances impayées qui sont maintenant dues aux propriétaires fonciers de Hela au titre de projets de ressources à la fois passés et nouveaux sont estimées à des milliards. La colère et les protestations montent. La police et l'armée sont continuellement déployées pour protéger les usines pétrolières et gazières et des jeunes gens en colère, lourdement armés, se retournent contre leur propre peuple, terrorisant les civils dans des actes armés sans précédent, sous couvert de conflit tribal (Arigo, 2017).

Les opérateurs pétroliers et gaziers ont utilisé des systèmes de crédit d'impôt pour construire de nouvelles infrastructures à Tari, le centre administratif de Hela, sans toutefois que cela se traduise en capital humain et dans une économie locale dynamique. Les baraquements des travailleurs ont été pillés, de nouveaux centres de ressources pour les femmes ont été incendiés lors de protestations de propriétaires terriens et la prolifération des armes à feu a créé un état d'anarchie accru et de non-droit.

La violence des hommes à l'égard des femmes dans la « nouvelle » province de Hela, plus éloignée, est l'une des pires de la PNG, comparable aux pires régions du monde touchées par les conflits. La ville de Tari et la province de Hela sont considérées comme trop violentes pour que les ONG

internationales ou les volontaires y résident et y opèrent (MSF 2011, 2016, Arigo 2018). Avec des intérêts étatiques axés exclusivement sur les industries extractives et aucune société civile locale pour informer, éduquer et protéger les droits de la population, Hela est un enfer pour les femmes.

OXFAM a fait état de l'anarchie et de l'impunité qui règnent à Hela face aux conflits armés meurtriers entre hommes, aux formes extrêmes de violence à l'encontre des femmes et à l'inévitabilité de l'aggravation de la violence contre les femmes avec l'avènement des grands projets gaziers. Les données hospitalières ont confirmé que les traumatismes physiques étaient la cause la plus fréquente d'hospitalisation et de décès. Les blessures des hommes résultaient de conflits tribaux, tandis que celles des femmes étaient dues à des blessures corporelles graves commises par leurs maris, pères, frères et coépouses. Le système des tribunaux de village était débordé et dysfonctionnel, les services des tribunaux de district étaient absents, les ressources humaines et financières de la police étaient insuffisantes et la prison était négligée et ne fonctionnait pas. Les juges, les ministres d'État et les représentants des donateurs qui ont visité la ville de Tari ont eu besoin de services de sécurité publique armés. (Kopi, 2011). Ces dernières années, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a documenté l'escalade des combats tribaux et y a répondu, principalement dans le cadre de missions humanitaires post-conflit.

Les conflits tribaux résurgents recensés par le CICR sont des guerres à petite échelle, où les combattants armés ciblent de plus en plus les non-combattants civils, les femmes et les enfants (description du CICR, 2017).

Il y a peu d'ONG locales actives à Hela. Les bourses d'EXXON pour la formation International Women in Management et les

petites subventions d'Oilsearch aux femmes leaders locales et à son propre personnel n'ont pas stimulé la formation d'organisations locales de défense des droits des femmes. Les Jeunes Ambassadeurs de la Paix (YAP), établis dans la province des Southern Highlands en 2003, associés à une église locale, ont travaillé avec OXFAM et maintenant avec le CICR. Les femmes et les filles de Hela sont confrontées quotidiennement à de multiples niveaux de traumatisme dus à de nouvelles formes de conflits armés meurtriers et à une violence sexiste extrême, voire fatale. Elles sont trop préoccupées par leur sécurité et leur sûreté personnelles pour protester contre leur exclusion politique et économique de la planification des projets locaux de l'industrie extractive et du partage des bénéfices. Leur situation s'est aggravée en février 2018, lorsqu'un puissant séisme de magnitude 7,5 a frappé les Highlands de la Papouasie Nouvelle-Guinée.

Ayant pour épice centre les principales usines de gaz d'Exxon, les tremblements de terre ont provoqué des glissements de terrain qui ont enseveli des villages et détruit des infrastructures. Des centaines de personnes ont été tuées et blessées, et des milliers ont été traumatisées et déplacées. Les femmes qui ont été déplacées vers des abris rudimentaires ont été soudainement plus exposées aux gangs ou aux jeunes armés. Les opérations de l'usine à gaz ont été rétablies en moins d'un mois, mais pendant la majeure partie de l'année 2018, les consultants en droit et justice financés par l'aide et les ONGI ont suspendu leurs allées et venues en avion. Et l'unité de réponse à la violence contre les femmes de la police financée par l'aide a pris beaucoup de retard sur le calendrier (Arigo, 2017).

■ Conclusion

Cet essai examine le rôle de l'État, des industries extractives et de la société civile dans la confrontation avec le patriarcat et la

fin des conflits violents, ainsi que l'incidence élevée et la gravité de la violence contre les femmes et les filles qui caractérisent la région des Highlands de la PNG. Il se concentre sur les deux « nouvelles » provinces des Highlands de la PNG. Le cas de Jiwaka montre comment la société civile dirigée par des femmes peut influencer le développement social et économique, en informant, éduquant et mobilisant les citoyens qui veulent la paix et la fin de la violence contre les femmes. La province de Hela est également « en formation », mais elle est troublée et perturbée par la violence et l'instabilité qui entourent les usines pétrolières et gazières de haute technologie établies à des endroits éloignés, ainsi que par les promesses non tenues du dernier et plus grand projet de l'industrie extractive de la PNG. L'aggravation dramatique du conflit et des crimes de violence à l'encontre des femmes dans la province de Hela, exacerbée par la prolifération des armes de forte puissance et les récentes catastrophes naturelles, se déroule parallèlement à l'extraction, au traitement et à l'exportation du gaz, qui sont hautement rentables et en pleine expansion, sans les affecter pour autant. La vision d'une province des hauts plateaux telle que Hela, sans guerre ni violence, semble impossible dans le contexte des industries extractives, où l'État s'est déchargé de son devoir de servir les citoyens, et où les fragiles ONG locales, sans soutien financier ou moral, ne peuvent pas fonctionner efficacement.

Le développement et les changements dans la nouvelle province voisine de Jiwaka offrent un contraste saisissant. Libérées des promesses politiques, des pressions et de la contestation masculine des revenus en espèces promis, les femmes de Jiwaka ont eu l'espace nécessaire pour s'organiser, discuter et réfléchir à la division traditionnelle du travail entre les sexes, aux relations de pouvoir et aux conséquences sexospécifiques des conflits. Leur mouvement croissant en faveur de l'égalité, du développement et de

la paix est local et bien ancré. Les armes n'ont pas disparu à Jiwaka et le conflit n'a pas complètement cessé, mais un nouveau dialogue communautaire dirigé par des femmes est en cours - informant les citoyens sur la constitution et les lois, l'égalité des sexes, l'action des femmes, la responsabilité des hommes et une nouvelle vision pour une province prospère sans guerre ni conflit. Un modeste projet est en cours, qui a permis à une large équipe de défenseurs des droits de l'homme et de médiateurs de la paix de Jiwaka d'accueillir et d'aider une équipe homologue de Hela. Grâce à une série de séances d'information, de formation, de mentorat et de coaching, Voice for Change est convaincu que la construction de ponts de solidarité et d'intérêt mutuels renforcera les femmes de Hela.

Le guichet d'aide au développement ciblé sur l'égalité des sexes de l'Australie et les programmes de responsabilité sociale des entreprises pétrolières et gazières australiennes qui bénéficient des projets d'exploitation de ressources de Hela, se présentent comme des champions et des innovateurs pour mettre fin à la violence contre les femmes. Les crédits d'impôt de l'industrie extractive et les programmes de responsabilité sociale des entreprises financent des projets à caractère politique. Tout en mobilisant les secours en cas de catastrophe et, plus récemment, en prétendant être le fer de lance des efforts nationaux visant à faire progresser l'égalité des sexes et à mettre fin à la violence à l'égard des femmes, elles sont présentées comme de solides entreprises citoyennes et d'importants partenaires du développement. Mais là où ils puisent leur richesse, le sang coule sur les femmes, les filles et les enfants pris dans de nouvelles formes de guerre armée, de protestation masculine armée et dans les niveaux et les formes les plus abjects et extrêmes de violence contre les femmes et les filles.

La province de Hela ne peut pas prétendre à la paix, à l'égalité et au développement durable tant que ses conflits tribaux armés et l'extrême violence contre les femmes sont ignorés par l'État. Le développement communautaire et la responsabilité sociale des entreprises des industries extractives peuvent littéralement réparer les dommages collatéraux dans les communautés touchées par les IE, mais elles n'interrompent pas leurs rentables opérations pour garantir la paix et un développement social inclusif et local. Leurs services humanitaires ou de santé ne peuvent se substituer à la responsabilité de l'État et des citoyens pour mettre fin aux conflits armés et à la violence contre les femmes. Sans cette base, les industries extractives peuvent continuer à s'associer aux programmes d'aide australiens, à satisfaire un État corrompu en Papouasie Nouvelle-Guinée et à augmenter la rentabilité des cinq mille entreprises australiennes qui font encore des affaires en PNG, mais elles condamneront les femmes de Hela à une spirale de terreur, de mort et de destruction, laissant la province comme un trou noir béant d'anarchie et de violence sur lequel sont conçus des plans pour toujours plus de projets gaziers, aurifères et pétroliers. ■

■ Bibliographie

Be'Soer, L. (2012). 'Leveraging Women's Rural Leadership and Agency', Fifty-sixth Session of United Nations Commission on the Status of Women, 27 February – 9 March 2012 New York. [\[online\]](#) [Consulté le 3 décembre 2017].

Filer, C. (2016). 'The Intractable Problem of Landowner Identification in the PNG LNG Project: An Historical Perspective'. State, Society and Governance in Melanesia SSGM seminar, 12 September, Stable [\[online\]](#) [consulté le 10 janvier 10, 2017].

International Committee of the Red Cross (2017). Spears to semi-automatics: The human cost of tribal conflict in Papua New Guinea [\[online\]](#) [Consulté en décembre 2017].

Comité International de la Cruz Roja (2017). Las viejas costumbres han desaparecido: Papua New Guinea's tribal wars become more destructive. [\[online\]](#) [Consulté en décembre 2017].

Kopi, M. (2011). Violence and Insecurity in the Southern Highlands of Papua New Guinea [\[online\]](#) [Consulté le 6 septembre 2017].

Main, M. (2017). Papua New Guinea gets a dose of resource curse as ExxonMobil's natural gas project foments unrest. Australian Broadcasting Corporation [\[online\]](#). 10 March 2017. [Consulté le 5 décembre 2017].

Médecins Sans Frontières (2011). Hidden and Neglected: The Medical and Emotional Needs of Survivors of Family and Sexual Violence in PNG. Port Moresby: Médecins Sans Frontières (MSF) [\[online\]](#) [Consulté le 5 septembre 2017].

Médecins Sans Frontières (2016). Return to Abuser: Gaps in Services and a failure to Protect Survivors of Family and Sexual violence in Papua New Guinea [\[online\]](#) [Consulté le 5 septembre 2017].

Médicos Sin Fronteras (2016). Retorno al abusador: Gaps in Services and a failure to Protect Survivors of Family and Sexual violence in Papua New Guinea [\[online\]](#). [Consultado el 5 de septiembre de 2017].

Transparency International (2017). Perceptions of Corruption Index. [\[online\]](#)

Violence against Women and Girls in Jiwaka Province, Papua New Guinea'. Voice for Change Community Survey Report. [\[online\]](#) (consulté le 5 novembre 2017).

World Health Organisation (2015). Maternal mortality in PNG. [\[online\]](#)

■ Notes

1- Alice Arigo de la province de Hela et Lilly Be'Soer de la province de Jiwaka, défenseurs des droits de l'homme de première ligne et de longue date, engagées à mettre fin aux conflits violents et à la violence contre les femmes dans leurs nouvelles provinces respectives, ont fourni des informations-clés pour cette étude de cas.

Les femmes rurales en Colombie: De victimes à protagonistes

par Cecilia López Montaña et María Claudia Holstine

La rédaction du chapitre du prochain livre de DAWN sur lequel se base cet essai a été un travail d'amour et de lutte, mais un effort totalement justifié en face de la nouvelle période difficile que vit la Colombie. Aujourd'hui, sans autre fondement que l'idéologie politique, le nouveau gouvernement qualifie d'attaques terroristes un conflit armé pourtant bien documenté. Si cela devait prévaloir, nos victimes disparaîtraient pour devenir de simples victimes du terrorisme. Toute la nation y perd, mais surtout les femmes; des millions de campesinas qui sont passées du statut de victimes à celui de protagonistes de cette longue et cruelle guerre.

Parmi les nombreux documents écrits par des experts nationaux et internationaux sur cette guerre, rares sont ceux qui abordent les causes intrinsèques de la violence sexiste à l'encontre des femmes colombiennes et ce, uniquement dans le cadre de la définition traditionnelle de la violence sexuelle - viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, etc. En fait, la violence sexiste à l'égard des femmes est rarement considérée dans sa conception la plus large, car les analyses ont tendance à négliger les aspects économiques, sociaux, politiques et culturels liés à la situation des femmes dans la guerre.

Les préjugés sexistes négatifs concernant les femmes victimes de la guerre, leur contribution, les coûts qu'elles supportent, leurs nouveaux rôles et leur implication dans la guerre et la paix font partie de l'inégalité universelle qui prévaut entre les femmes et les hommes dans le monde.

Les nombreuses façons dont les femmes s'engagent dans les conflits armés et en subissent les conséquences passent souvent inaperçues aux yeux des analystes qui limitent leur vision aux abus sexuels subis par ces femmes. Les conditions économiques, sociales et politiques dans lesquelles vivent les femmes sont généralement ignorées sous l'hypothèse masquée qu'elles jouent un rôle minime dans leurs sociétés. En ce sens, la situation des femmes colombiennes ne suscite aucune controverse; elles semblent ne pas échapper à la règle: leur expérience ressemble étonnamment à celle des femmes dans d'autres guerres. Pourtant, le simple fait d'élargir le spectre d'analyse pour y inclure une approche d'économie politique redéfinit les coûts payés par ces femmes et leur contribution à la consolidation de la paix.

Le conflit Colombien en quelques mots

Les Colombiens se débattent toujours dans « les méandres d'un conflit interne vieux de soixante ans où le trafic de drogue et le terrorisme agissent comme une seule entité, où un changement significatif des valeurs de la population va de pair avec la corruption du gouvernement, avec d'innombrables acteurs nationaux et internationaux impliqués, et avec des intérêts économiques et politiques considérables en jeu... des questions jamais vues en même temps dans l'histoire d'aucun autre pays » [Cueter 2015, 24].

Après la signature de l'accord final avec les FARC, la Colombie a entamé sa longue marche vers la paix, sans que personne ne comprenne vraiment le contexte de la guerre, ses racines, ses acteurs, ni la profondeur des blessures infligées aux Colombiens, et surtout, la façon dont elle a touché les femmes. La vérité est que les femmes ne sont pas de simples victimes mais des acteurs essentiels, même si les actions entreprises pour renforcer cette paix nouvellement trouvée contredisent ce titre en les excluant de cet important processus.

Quand tout cela a-t-il vraiment commencé?

L'une des questions les plus controversées de ce conflit est son début, un facteur-clé pour l'identifier et effectivement le résoudre. Les nombreuses guerres civiles entre libéraux et conservateurs depuis le 18^e jusqu'au 20^e siècle sont essentielles pour comprendre la nature violente du passé de la Colombie. La Colombie a connu La Violencia (1948-1958), décrite par Guzman et al. (1962, 405) comme « ... une période de cruauté bipartite où la violence est devenue un processus social, où les élites politiques ont fait taire ceux qui ne partageaient pas leurs opinions ». La graine de la guérilla en Colombie a poussé à la suite d'attaques féroces contre les libéraux perpétrées par les chulavitas, la police secrète du gouvernement conservateur d'Ospina. Pour y faire face, de simples paysans libéraux se sont armés pour protéger leurs communautés et leurs terres; mais ils n'étaient pas des guérilleros à proprement parler.

Cette guerre s'est terminée par l'accord de paix Frente Nacional (1958-1974) qui partageait le pouvoir entre les principaux partis politiques mais excluait les mouvements de gauche. Le président Lleras Camargo [1958-1962] a transformé des groupes armés de paysans libéraux en police militaire rurale pendant le premier de ces gouvernements, mais sous le gouvernement conservateur suivant de Guillermo León Valencia [1962-1966], une attaque impitoyable

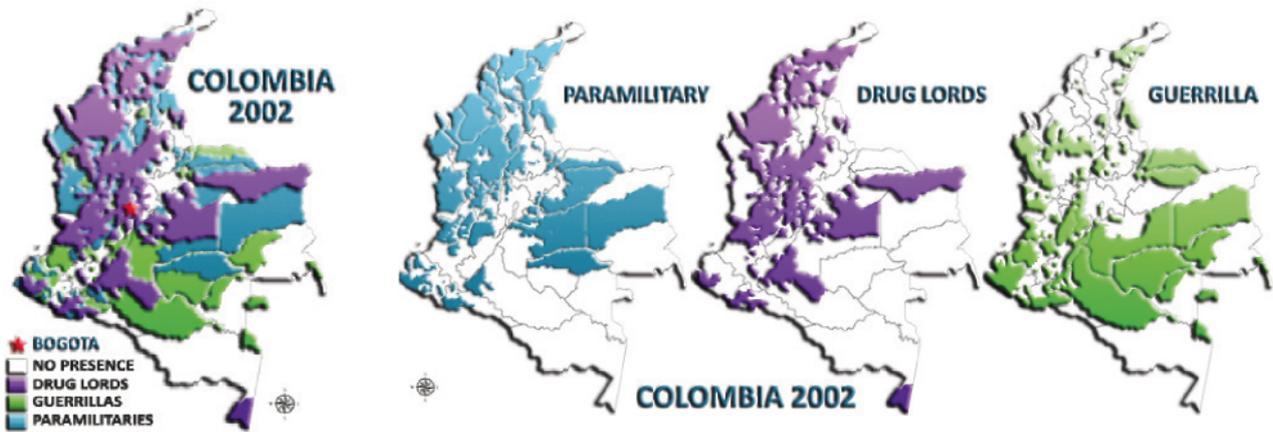
de 16 000 soldats colombiens et américains a dévasté Marquetalia, où résidait l'ensemble du groupe de gauche combattant : un total de cinquante hommes et deux femmes [Verdad Abierta, 2013]. Quelques mois plus tard, les cinq survivants de cette attaque étaient de retour, fortement armés et accompagnés de soixante-quinze hommes pour annoncer la formation des FARC (1964).

L'explication la plus cohérente pour comprendre la difficulté de se mettre d'accord sur la date du début de la guerre repose sur le seul acteur dont la présence est constante à travers les différents moments historiques du passé violent de la nation: les groupes de guérilla. Peu de gens voient la nature et les caractéristiques changeantes de leurs actions, et encore moins les changements au sein du groupe qui est passé de paysans libéraux armés à une police militaire rurale gouvernementale, pour finalement devenir un groupe révolutionnaire financé par le trafic de drogue.

De 1968 à 1980, aucun acte de guérilla n'est enregistré; le manque de financement en étant une explication possible. Mais en 1982, les FARC reviennent plus fortes, avec 3 000 hommes prêts à affronter les militaires colombiens. Leurs actions n'étaient plus seulement idéologiques mais aussi motivées par le devoir de protéger les affaires de leurs financiers, le trafic de drogue et les précieuses voies de sortie de Colombie. Un conflit différent est né, dont la motivation n'est plus seulement politique, mais plutôt financière.

Qui combat qui?

Pour comprendre la violence à caractère sexiste contre les femmes (GBVAW) en Colombie, il est important de différencier les groupes belligérants en présence et de comprendre ce qui motive leurs actions violentes contre les femmes. Crandall [1999, 223] affirme que « même ceux qui se consacrent au suivi des événements



Source : Cueter, Nicolas (2015). *Pris entre la guerre contre la drogue et la guérilla: La route de la pêche en Colombie.*

dans ce pays andin sont souvent incapables de différencier clairement les groupes belligérants actuellement actifs, sans parler de leurs objectifs, de leurs sources de financement et de leur degré de soutien populaire ». C'est pourquoi il est difficile de saisir non seulement le rôle de tous les auteurs impliqués, mais surtout, la façon dont chacun est passé rapidement d'ami à ennemi et inversement, en fonction de la situation géographique ou du statut social de la personne interrogée.

Il est essentiel d'établir que la guérilla n'est pas le seul ennemi dans cette guerre pour comprendre pleinement la violence contre les femmes dans le conflit colombien, car elles ont enduré la cruauté et différentes formes de brutalité aux mains d'au moins deux autres forces armées. Le groupe le plus impitoyable est apparu lorsque des secteurs de l'élite, y compris des sociétés multinationales, ont financé des forces paramilitaires pour protéger leurs terres et leurs activités de l'impôt des guérilleros ou pour éviter les enlèvements. Les groupes paramilitaires sont encore plus anciens que la guérilla la plus ancienne. Les forces militaires colombiennes, qui commettent des crimes odieux contre la population rurale sans raison ni explication, sont un acteur clé, quoique non reconnu. Les Forces militaires et les paramilitaires ont en commun leur soutien à l'ordre établi, mais surtout, les valeurs patriarcales sont très présentes dans leurs actions.

Hommes patriarcaux, femmes sans visage

Dans les structures sociales patriarcales, les hommes sont les pourvoyeurs et les femmes les dispensatrices de soins ; mais deux nouvelles dimensions s'ajoutent pour les femmes rurales de Colombie. La première, la violence intrafamiliale, touche les femmes rurales dès leur plus jeune âge. Elles subissent une forme ou autre de transgression physique de la part de leurs pères, frères, maris ou autres hommes connus [INML, 2015]. La violence systématique est subie en privé, et dans l'esprit des femmes, les abus dont elles sont victimes sont normaux, une forme légère de violence, qui provoque cependant de l'anxiété et ne permet pas de faire face aux conséquences physiques ou mentales. La seconde est causée par le gouvernement, ses lois, ses politiques sociales et économiques et la compréhension étroite des valeurs patriarcales par les institutions. Jusqu'en 1988, les femmes rurales ne pouvaient pas posséder de terres. Par conséquent, bien que très peu de femmes rurales effectuent des tâches agricoles, elles sont surreprésentées dans les services informels [DNP 2015a]. Les institutions rurales demeurent aussi patriarcales que les hommes ruraux. Les politiques sociales publiques mettent l'accent sur le rôle des femmes en tant que soignantes faibles et sans défense, renforçant le rôle des hommes en tant que protecteurs nécessaires

plus que pourvoyeurs. En conséquence, les prêts sont destinés aux hommes et non aux femmes, l'assistance technique ignore l'intérêt ou le besoin des femmes. Pour ces raisons, « Les femmes rurales colombiennes sont les plus pauvres parmi les pauvres du pays » [López M., 2011], entrant dans la guerre vulnérables ; des cibles faciles pour les agresseurs.

Apertura, un dangereux oxymore

Gates et al. [2012, 1720] estiment que « les conflits ont des effets néfastes évidents sur la pauvreté, la faim, l'éducation primaire, la réduction de la mortalité infantile et l'accès à l'eau potable. » Cependant, la Colombie réfute cette affirmation. Tout au long de la guerre, son économie a connu une croissance continue, à l'exception d'une année [BanRep, 2016]. Les avancées sociales ont également été importantes, même dans le secteur rural où la pauvreté a diminué de 61,7 % en 2002 à 38 % en 2016 [DANE, 2017]. Pourtant, trop de personnes continuent à être très pauvres, et la croissance enregistrée ne peut cacher que les différentes facettes de cette confrontation ont affecté le développement du pays.

En outre, au-delà de la guerre, deux décisions économiques du gouvernement sont également responsables de la dévastation de la Colombie rurale. Leur plus grand impact économique a été de creuser le fossé entre les zones rurales et urbaines, ce qui montre bien à quel point les centres urbains se sont développés et ont grandi plus rapidement sans avoir à lutter contre la guerre qui menaçait les Colombiens ruraux.

Cueter [2015] explique que « la mondialisation touche le cœur du conflit [car] l'Apertura de 1990, l'initiative de mondialisation du pays, était un processus qui a forcé la Colombie à sortir de son économie autonome pour entrer dans le marché ouvert. » Suivant le Consensus de Washington, le président Gaviria [1990-1994] a ignoré la base productive du pays

lorsqu'il a mis en œuvre l'Apertura de façon plutôt rapide et non planifiée.

En conséquence, les petits producteurs ont perdu un million d'hectares tandis que l'agriculture à grande échelle s'est étendue sur les terres que les paysans ont perdues. Cependant, à cause de cela, « la relation entre les entrepreneurs et les paramilitaires a évolué de la protection à l'expansion » (Ibid.). L'objectif était de forcer les campesinos à quitter leurs terres et le nombre de personnes déplacées a augmenté alors que la production agro-industrielle était florissante.

« La décentralisation joue un rôle très important dans l'escalade du conflit » [Mantilla 2012, 55] car l'Apertura a transféré toutes les ressources publiques affectées à la santé, à l'éducation et aux services publics aux administrations régionales. En 1991, l'élection des maires et des gouverneurs par vote populaire a également transféré le pouvoir politique aux régions. Les groupes paramilitaires ont imposé leurs propres candidats pour accaparer les fonds décentralisés

Les femmes rurales, épice d'une guerre?

La tragédie la plus connue de la Colombie est le nombre immense de personnes déplacées à l'intérieur du pays à cause de la guerre : plus de sept millions. Le Registro Único de Víctimas (Registre unique de victimes - RUV) [2017] montre que les femmes représentent 51,3% de la population totale déplacée, une petite différence par rapport aux hommes, mais pas assez pour parler d'une persécution systématique contre les campesinas, ni pour considérer le déplacement comme un crime de violence à caractère sexiste contre les femmes car ce sont des familles entières, en tant que groupe, qui fuient les zones violentes touchées par la guerre.

Les menaces apparaissent comme un facteur clé de victimisation en raison de leur lien avec le déplacement familial, mais le faible

nombre de cas signalés par rapport aux cas de déplacement ne permet pas de considérer le premier comme une cause possible du second. Ce schéma se répète depuis la dépossession des terres jusqu'à tous les autres facteurs de victimisation, prouvant sans ambiguïté que les hommes et les femmes ont souffert les uns et les autres, sauf dans quatre cas; les hommes ont subi plus de blessures par engins explosifs improvisés, de torture et de recrutement forcé, et lorsqu'il s'agit de violence sexuelle, les crimes ont été principalement perpétrés contre des femmes.

Les données officielles recueillies sur les actes de victimisation pendant le conflit limitent la violence fondée sur le genre aux seuls cas de violence sexuelle signalés.

Nonobstant cela, il n'est pas surprenant que dans une guerre avec trop de groupes armés aux valeurs patriarcales fortes, les femmes rurales représentent 92% des 18 356 crimes sexuels enregistrés; pourtant, parmi elles, seulement 1% sont des filles âgées de 0 à 11 ans et 2% de 12 à 17 ans. Selon le procureur général, 45,8 % des attaques de violence sexuelle sont le fait des paramilitaires, 19,4% des forces publiques et 8,5 % des guérilleros [Colombia Reports, 2015b].

Dans l'ensemble, les menaces sont statistiquement une cause de déplacement plus importante que les violences sexuelles à l'encontre des femmes. Comment cela est-il possible? L'histoire colombienne montre que la violence sexuelle contre les campesinas ne découle pas seulement de la guerre mais est intrinsèque à la culture rurale. Cependant, il s'agit d'une généralisation très vague qui regroupe toutes les victimes en un seul groupe. Non seulement cela masque clairement l'étendue des actes horribles de violence commis contre les femmes rurales, mais surtout, cela cache ouvertement la raison et le mécanisme par lequel les femmes sont passées du statut de victimes à celui de protagonistes de cette guerre au lieu d'être détruites par les

transgressions sexuelles qu'elles ont subies. Les paramilitaires ont utilisé diverses formes de violence sexuelle contre les femmes. Ils ont redéfini les rôles de genre en protecteurs et protégés. Pour eux, la violence sexuelle était une méthode, et les femmes le moyen de l'appliquer, faisant d'elles l'arme la plus efficace dans cette guerre de longue haleine. Bien que les hommes ruraux soient les auteurs de violences à la maison, leur rôle de protecteurs publics est également une caractéristique essentielle. Leur incapacité à faire cesser les actes de violence commis contre leurs femmes devant leur communauté a détruit leur masculinité. Les protecteurs se sont recroquevillés et sont devenus inutiles. Les femmes se sont avérées être le talon d'Achille des hommes ruraux. Tout ce dont les paramilitaires avaient besoin pour contrôler des zones entières du pays était d'exposer publiquement l'incapacité des hommes à protéger leurs femmes, et ce faisant, ils ont réussi à détruire les hommes patriarcaux et à forcer des communautés entières à quitter les terres qu'ils convoitaient.

De plus, le fait d'avoir le contrôle politique et fiscal de nombreuses villes a conduit à une autre forme de violence à caractère sexiste contre les femmes perpétrée par les paramilitaires, qui a redéfini la ligne entre leurs femmes et celles de leurs ennemis. Ils ont durement imposé à leurs femmes d'anciennes valeurs patriarcales en dictant leur façon de s'habiller, la longueur de leurs cheveux et surtout leur comportement sexuel, divisant les campesinas entre mères forcées et prostituées pour maintenir la cohésion des troupes.

Les forces militaires colombiennes ont utilisé des méthodes similaires contre les femmes civiles. Les agressions sexuelles commises par les soldats sont incontestablement plus préjudiciables et dommageables pour les femmes car ils représentent la plus haute autorité; des hommes qui ont autrefois juré de protéger les civils au péril de leur vie. Les actes d'abus sexuel qu'ils commettent augmentent la

vulnérabilité et la peur des femmes, assimilant rapidement la transgression au fait qu'elles n'ont plus personne pour les protéger ou défendre leur vie. L'autorité médico-légale colombienne confirme que dans plus de 50 % des 219 cas de viols officiellement signalés entre 2008 et 2010, les victimes ont indiqué que l'agresseur était soit un policier, soit un soldat de l'armée [INML, 2015].

Les guérilleros n'ont pas « utilisé la violence sexuelle pour imposer un contrôle social et territorial sur les activités quotidiennes des femmes » [CNMH, 2013]. Les abus contre les femmes civiles attribués au groupe sont des cas isolés et ne suivent pas de modèles ou de raisons spécifiques. D'où la question suivante : qu'est-ce qui a protégé les femmes civiles des violences sexuelles des FARC? La réponse se trouve peut-être dans les 40% de combattantes vivant avec des hommes dans une troupe supposée plus égalitaire, la seule à intégrer des femmes. Étant donné que les guérilleros étaient chargés des relations communautaires, le fait de participer, de tolérer ou d'ignorer la violence sexuelle contre les femmes civiles mettrait en péril ce rôle.

■ De victime à protagoniste

Dans les conflits du monde entier, les femmes sont identifiées à des victimes. L'un des problèmes que pose le fait de circonscrire la condition des femmes pendant les conflits à celle de victimes est l'implication que les femmes - et les abus dont elles sont victimes - ne sont rien de plus que des victimes de la guerre; un terme indiquant « la temporalité de la condition de la victime, [...], transmettant un message implicite selon lequel des citoyens innocents sont des victimes « par hasard, accidentellement, sans beaucoup de réflexion ou de préméditation... » [Cueter 2015, 81]. En Colombie, les crimes contre les femmes n'étaient pas simplement fortuits ni accidentels.



Photo: <http://blogpinceladas.blogspot.com/>

Les femmes dans les armes

Un stéréotype très courant consiste à dire que pendant la guerre, « les hommes sont tous dans les milices, les femmes sont toutes des victimes » [Enloe 2004, 99]. L'existence de combattantes dans les groupes de guérilla est documentée depuis les années 1970, et les femmes ont rejoint les forces militaires colombiennes en 1976 [ENC, 2015]. Elles sont arrivées tardivement au combat, et leur rôle en tant que membres de différents groupes armés est révélateur. Les groupes paramilitaires sont encore réticents à intégrer des femmes dans leurs forces, estimant que la féminité est incompatible avec la vie militaire [Otero, 2006].

Ils rejettent complètement l'idée de femmes au combat, fondant leur scepticisme sur l'incapacité des femmes à se battre sans peur. Une poignée de femmes paramilitaires sont devenues commandantes, mais leur seule charge était de contrôler d'autres femmes [Acosta, 2015]. L'armée colombienne n'a autorisé les femmes à prendre part au combat actif qu'en 2012 [Vergel 2012, 236], peut-être pour les protéger des atrocités sexuelles que le personnel militaire a perpétrées contre les femmes civiles.

Ce sont les FARC qui ont le plus ouvert les portes aux femmes. Elles sont entrées dans leurs rangs de deux manières: [1] par la force lorsque des filles étaient enlevées pour être endoctrinées, ou [2] en adhérant à un discours très égalitaire promouvant l'égalité des droits et des tâches pour les combattants, hommes et femmes. Les femmes des FARC portaient des armes et participaient activement aux combats. Les tâches de soins étaient réparties de manière égale entre les sexes, mais les femmes étaient les seules à avoir des tâches sexuelles obligatoires; une directive qui équivaut à un viol.

Malgré les énormes différences entre ces trois forces armées, le pourcentage de femmes combattantes au sein des forces armées est symptomatique de la façon dont chaque groupe perçoit les femmes, de ses politiques explicites et de ses normes implicites sur la participation des femmes. Ce qui est indiscutable, c'est qu'indépendamment des discours progressistes de chaque groupe sur l'égalité des sexes, au final, même les plus avant-gardistes sont revenus aux valeurs patriarcales traditionnelles en essayant de contrôler ce que les femmes peuvent ou ne peuvent pas faire.

La société colombienne qualifie toutes ces femmes de victimes, car pour beaucoup trouvent il est insupportable d'accepter que certaines guérilleras aient choisi cette vie et aient participé volontairement aux combats. On minimise ainsi complètement le fait qu'en choisissant de participer à la guerre en tant que soldats, elles ont « dépassé les stéréotypes féminins et franchi des frontières insurmontables qui leur étaient auparavant interdites » [Wills 2005, 63]. Les femmes en armes sont peut-être le meilleur exemple de la façon dont les femmes sont passées du statut de victimes à celui de protagonistes dans le conflit colombien, mais elles ne sont pas les seules à l'avoir fait.

L'ascension discrète des campesinas civiles

Alors que les femmes en armes se battaient pour que leur choix de carrière soit respecté, les femmes rurales civiles ont emprunté une voie différente, où leur voix est devenue leur arme.

Leur lutte contre les valeurs patriarcales a commencé bien avant que la guerre ne fasse rage. Les campesinas civiles ont lutté pour être incluses dans les mouvements ruraux des hommes pendant les années 60. Elles ont lutté pour leur droit à défendre les activités de soins, mais elles ont été sous-estimées et ignorées en tant que sujets politiques [DDP, 2014].

Dans les années 80, au milieu de l'intensité de la guerre pour protéger les routes de la coca, ces femmes ont joué des rôles essentiels en réclamant des droits économiques et politiques à travers leurs propres mouvements. Le gouvernement a reconnu la nécessité de formuler des stratégies spécifiques pour les campesinas. Après quatre ans de pression ininterrompue, la loi agraire 30 de 1988 - réaffirmée en 1994 - a imposé aux hommes d'ajouter le nom de leurs femmes comme propriétaires à égalité dans leurs titres de propriété rurale [Congrès colombien, 1988].

L'activisme des femmes rurales s'est amplifié dans les années 90. Peu après le retour des groupes paramilitaires, la guerre s'est retournée pour la première fois contre les campesinas civiles. L'escalade de la cruauté a renforcé la voix des femmes et la nécessité de protéger leurs proches et leurs communautés les a exposées davantage, obligeant leur gouvernement à prendre des mesures concrètes. La réponse tardive de celui-ci et la violence causée par les forces militaires envoyées pour les protéger ont fait prendre conscience aux femmes du pouvoir qui découle du statut politique. Les femmes afro-rurales sont devenues le premier groupe de femmes invité à participer à la rédaction de la Constitution de 1991 [Ibid.]

La promulgation de la loi 731 de 2002 a permis aux femmes rurales d'accéder aux biens publics et à la couverture des prestations agraires et a ouvert un véritable espace pour leur participation politique [Congrès colombien, 2002]. Leur réalisation la plus importante a été la promulgation de la loi 1448 de 2011, car elle a enfin reconnu la guerre de longue durée en Colombie et ses victimes. Malheureusement, cette loi ne reconnaît pas le rôle crucial des campesinas en tant que force derrière les mandats vitaux de l'État qui ont transformé la vie de toutes les femmes colombiennes.

Malheureusement, leurs avancées notables ont été ralenties lorsque les paramilitaires ont réduit leurs voix au silence en ciblant leurs mouvements et en forçant leur déclin [Ibid., 35]. Cependant, désigner les auteurs comme les seuls coupables de la disparition des mouvements de campesinas sans mentionner le rôle de l'État ne rendrait pas hommage à la vie des femmes qui sont mortes en luttant pour leurs droits, leurs familles et leurs communautés.

Les femmes, le chemin d'une guerre rurale vers les villes

Les zones rurales ont été le champ de bataille de ce long conflit. Mais la guerre est arrivée dans les villes par un canal très inattendu: les femmes. Les déplacements ont forcé plus de sept millions d'hommes, de femmes et d'enfants des zones rurales à aller, de façon soudaine et systématique, dans des villes non préparées à les recevoir. Cette transition n'a pas été facile pour ces familles rurales qui se sont retrouvées les mains vides, au milieu de villes en évolution rapide, trop différentes de leur origine. La réponse initiale d'urgence du gouvernement a été relativement rapide, mais la recherche de solutions à long terme pour les intégrer dans la vie urbaine ou pour les aider à retourner sur leurs terres est encore lente.

Les femmes rurales ont montré une fois de plus leur souplesse innée pour s'adapter à des environnements difficiles et à des situations nouvelles. Alors que les hommes ont dû lutter parce que leur expertise était inutile dans les centres urbains, les femmes se sont rapidement montrées à la hauteur de la situation en profitant de la forte demande pour leur domaine de compétence: les services de soins. Mais les femmes ont dû faire face à une nouvelle vague de violence basée sur le genre lorsque les hommes ruraux déplacés, frustrés et sans emploi, ont vu leurs campesinas s'autonomiser, gagner leur indépendance économique et prendre le rôle de pourvoyeurs. Conséquence : la violence domestique est plus élevée chez les personnes déplacées que chez celles qui vivent encore en milieu rural [Ibanez et al., 2011].

Le trafic de drogue, une autre facette de la guerre bien qu'elle ne soit pas toujours reconnue comme en faisant partie, a également eu un impact sur les femmes. « Le côté le plus sombre de la narco-beauté a donné lieu à une forme inexplicable de trafic d'êtres humains par consentement lorsque... 'les filles et les jeunes femmes des villages ruraux, ou même des quartiers de classe inférieure, [étaient] emmenées de force ou en accord avec les parents pour être « maquées » à la perfection ; ou lorsqu'elles prenaient elles-mêmes l'initiative d'aller dans la grande ville pour « faire les choses en grand », ... pour que leurs problèmes économiques soient résolus par un homme riche » [Ibid.] En substance, « l'héritage de la culture de la drogue visait à ruiner la femme en la rendant plus invisible, à inciter les hommes à voir d'abord chez elles des objets avec des courbes, à remplacer l'éducation par la beauté ».

Les femmes rurales, la force de la Colombie

Cette guerre menée en Colombie rurale ne correspond à aucune catégorie ou théorie.

Ses multiples et complexes scénarios exigent avoir l'esprit ouvert pour comprendre la relation entre l'économie politique et la violence faite aux femmes. Pour arriver à une compréhension claire de cette guerre, il faut d'abord analyser les racines qui alimentent le conflit, puis les hommes colombiens. Qu'est-ce qui a poussé ces femmes à devenir des protagonistes plutôt que de simples victimes? La réponse laisse perplexe, mais ce qui est indiscutable, c'est que ces femmes ont détruit cinq paradigmes traditionnels:

Premièrement: la violence sexuelle détruit les femmes. Les campesinas se sont levées discrètement mais avec détermination contre la violence et ont été à l'origine de ce que Stewart [2010, 2] appelle « les réseaux complexes de mouvements en faveur de la paix ». Les réalisations des femmes rurales sont mesurées par le nombre de lois nationales promulguées en leur nom.

Deuxièmement: le conflit n'a pas affecté les rôles de genre. Dans cette guerre, les normes patriarcales ont davantage joué contre les hommes ruraux que contre les campesinas. Les forces paramilitaires ont transformé les femmes en armes de guerre efficaces qui ont rapidement détruit la masculinité des hommes ruraux et de communautés entières.

Troisièmement: Les politiques économiques sont neutres en termes de genre et de violence à caractère sexiste contre les femmes. L'Apertura a rejoint le conflit et a eu un impact négatif sur les femmes en renouvelant les anciennes alliances entre les propriétaires terriens et les paramilitaires, provoquant des déplacements de population.

Quatrièmement: Les politiques publiques sont neutres en termes de genre ou de violence à caractère sexiste contre les femmes. La décentralisation s'est jointe à la guerre, ouvrant la porte à différentes formes de violence basées sur le genre.

Cinquièmement: La rivalité des rôles de genre découle de la mondialisation compétitive. En Colombie, la rivalité des rôles de genre est impitoyable entre les hommes et les femmes déplacés. L'écrasement de la masculinité a entraîné un durcissement de la violence à l'égard des femmes.

■ **Réflexions finales**

L'étonnant passage des femmes rurales colombiennes du statut de victime à celui de protagoniste du conflit ne pourrait être pleinement compris sans tenir compte des perspectives économiques et sociales, mais aurait été particulièrement impossible sans la contribution des faiblesses des hommes. Sans aide et sans bruit, ces femmes ont influencé le changement de toute une nation, non seulement pour elles-mêmes mais aussi pour les générations futures de femmes rurales et urbaines. Elles adressent un message au monde entier sur la nécessité de regarder au-delà de l'évidence lorsqu'il s'agit d'étudier les femmes et ce qui affecte leur vie. ■

■ **Bibliographie**

Acosta H., Cindy Lorena (2015). "Violencia Basada en el Género y Guerra: Mujeres, Violencia Sexual, Desplazamiento Forzado y Restitución de Tierras en el Departamento del Magdalena 1999 a 2012." Criterios Cuadernos de Ciencias Jurídicas y Política Internacional, 8, no. 2. Bogotá: Universidad de Buenaventura.

Banco de la República (2016). Indicadores Económicos. Bogotá: Banco de la República. [\[online\]](#)

Centro Nacional de Memoria Histórica (2013). Basta Ya! 1-434 Bogotá: Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación.

Colombia Reports (2015a). "Understanding Colombia's Conflict: Inequality." In Peace Process, Online: Colombia Reports. [\[online\]](#)

(2015b). "Who Commits Most Sex Crimes in Colombia's Conflict." By Guggenheim, Julia, & Alice Bradshaw-Smith, Online: Colombia Reports. [\[online\]](#)

Colombian Congress (1988). Law 30, 1988 - Otorga Facultades al Presidente de la República. 38.264,

- Diario Oficial No. Law 30. Bogotá: Gobierno de la República.
- (2002). Ley 731 de 2002 - Normas para Favorecer a las Mujeres Rurales. Law 731. Bogotá: Gobierno de la República.
- Crandall, Russell (1999). "The End of Civil Conflict in Colombia: The Military, Paramilitaries, and a New Role for the United States." SAIS Review 19, no. 1. Amherst: University of Massachusetts.
- Cueter, Nicolas (2015). "Caught between the War on Drugs and Guerrilla Warfare: Colombia's Road to Peace." Master of Arts in Liberal Studies (MALS). Washington, DC: Georgetown University.
- Defensoría del Pueblo (2014). El Conflicto Armado y el Riesgo para la Mujer Rural. Sistema de Alertas Tempranas Bogotá: Torre Gráfica.
- Departamento Administrativo Nacional de Estadística (2015). Tercer Censo Nacional Agropecuario. Online: Gobierno de la República. [\[online\]](#)
- (2017a). Exportaciones - Junio 2017. Boletín Técnico. Bogotá: Gobierno de la República. [\[online\]](#)
- (2017b). Presentación Resultados de Pobreza 2016. Presentación. Bogotá: Gobierno de la República. [\[online\]](#)
- Departamento Nacional de Planeación (2015a). Sal- dar la Deuda Histórica con el Campo. Marco Conceptual. Bogotá: Gobierno de la República. [\[online\]](#)
- (2015b). El Campo Colombiano: Un Camino Hacia el Bienestar y la Paz. Misión para la Transformación del Campo TOMO 3. Bogotá: Gobierno de la República.
- Ejército Nacional de Colombia (2015). Mujer Militar; Igualdad y Liderazgo. Online: Gobierno de la República. [\[online\]](#)
- Enloe, Cynthia (2004). "The Politics of Masculinity and Femininity in Nationalist Wars." On The Curious Feminist: Searching for Women in the New Age of Empire, Ch. 7. Berkeley: University of California Press.
- Gates, Scott, Håvard Hegre, Håvard Møkleiv Nygård, & Håvard Strand (2012). "Development Consequences of Armed Conflict." World Development 40, no. 9. Amsterdam, The Netherlands: Elsevier.
- Guzmán Campos, Germán, Orlando Fals Borda, & Eduardo Umaña Luna (1962). La Violencia en Colombia: Estudio de un Proceso Social. I of II. 1-458 Bogotá: Editorial Tercer Mundo.
- Herrera, Natalia, & Douglas Porch. (2008). "Like Going to a Fiesta' - the Role of Female Fighters in Colombia's FARC-Ep." Small Wars & Insurgencies 19, no. 4. Online: Taylor & Francis Online. [\[online\]](#)
- Ibáñez, Ana María, Margarita Gáfaró, & Valentina Calderón (2011). "Desplazamiento Forzoso, Participación Laboral Femenina y Poder de Negociación en el Hogar: ¿Empodera el Conflicto a las Mujeres?" Documentos CEDE, no. 45. Bogotá: Universidad de los Andes.
- Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses (2015). Violencia Sexual en Colombia. Forensis. Bogotá: Gobierno de la República.
- López M., Cecilia (2011). "Diseño y Formulación de Políticas para las Mujeres Desplazadas." On El Reto Ante la Tragedia Humanitaria del Desplazamiento Forzado: Superar la Exclusión Social de la Población Desplazada. Primera Ed., Ch. 11. Bogotá: CODHES.
- Mantilla V., Silvia (2012). "Economía y Conflicto Armado en Colombia." Latinoamérica 55, no. 2. Mexico: Universidad Nacional de Colombia. [\[online\]](#)
- Otero B., Silvia (2006). Colombia: Las Mujeres en la Guerra y en la Paz. Lo Femenino de las FARC y de las AUC. Online: ReliefWeb. [\[online\]](#)
- Registro Único de Víctimas (2017). Red Nacional de Información. Online: Gobierno de la República. [\[online\]](#)
- Stewart, Frances (2010). "Women in Conflict and Post-Conflict Situations." Development Cooperation Forum. Nueva York: UN Economic and Social Council.
- Vergel, Carolina (2012). "Entre Lutte Armée Et Féminisme: Quelques Reflexions À Propos Des Femmes Combattantes en Colombie." Revista Derecho del Estado, no. 29. Bogotá: Universidad Externado de Colombia.
- Wills, María Emma (2005). "Mujeres en Armas: ¿Avance Ciudadano o Subyugación Femenina?" Análisis Político, no. 54. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. [\[online\]](#)

« La périphéricité enracinée »: Les femmes, l'économie politique et le mythe de la consolidation de la paix dans le nord-est de l'Inde.

par Roshmi Goswami



Dans le Nord-Est de l'Inde les conflits sous-nationaux se sont prolongés pendant plusieurs décennies, au cours desquelles une économie de guerre prospère s'est développée. Cette étude de cas explore les processus de paix dans trois contextes différents de la région et Roshmi Goswami se demande s'ils ont eu pour but de mettre fin aux inégalités sociales et de genre profondément enracinées et d'assurer la justice, ou s'ils ne sont que de simples « règlements » dans un cadre patriarcal qui ne fait que perpétuer des inégalités bien ancrées. En d'autres termes, elle se demande s'ils apportent la preuve d'une tentative d'aboutir à la « transformation sociale » ou à la justice de genre.

Études de cas: Conflits et négociations de paix

Parmi les trois cas examinés figure le conflit In- do-Naga, l'un des plus anciens de toute l'Asie du Sud, remontant à l'inclusion forcée des collines Naga dans l'Inde britannique en 1881. Il s'est intensifié en 1951, lorsqu'un plébiscite a amené quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population à voter en faveur de l'indépendance des Nagas. En 1958, l'État indien a doté ses forces armées de pouvoirs illimités pour réprimer le mouvement d'indépendance, en promulguant la loi sur les forces armées (pouvoirs spéciaux), qui est toujours en vigueur et qui est utilisée

pour entraver les droits fondamentaux des citoyens. Depuis lors, le Nagaland a été le témoin d'années d'opérations anti-insurrectionnelles intenses et étendues menées par l'État indien, comprenant des opérations de ratissage, des détentions arbitraires et l'incendie de villages entiers, le tout marqué par des niveaux extrêmes de violence et de brutalité.

Les femmes nagas ont été particulièrement et stratégiquement ciblées - violées, abusées sexuellement et brutalisées pour donner une leçon aux « insurgés/rebelles » et les briser psychologiquement. De nombreux cas de brutalisation ont eu lieu à l'intérieur ou à proximité d'églises, qui étaient des sites sacrés auxquels les Nagas récemment convertis vouaient un immense respect et une grande crainte. Ces violations ont profondément blessé et mutilé la psyché d'un peuple connu pour être extrêmement protecteur de ses femmes et de ses enfants et qui disposait historiquement d'une structure de défense assez élaborée, composée des guerriers les plus capables et les plus courageux. Pour l'État indien et ses forces de sécurité, l'intensité de la violence sexuelle a été déterminée en partie par l'« altérisation » des peuples de la périphérie.

Les Nagas étant clairement différents des peuples de l'Inde continentale en termes d'apparence, de nourriture, de culture et de religion, leur stigmatisation a été facile. En 1997, le gouvernement a conclu un cessez-le-feu avec l'une des deux principales factions du Conseil national socialiste du Nagaland, la faction Isak-Muivah (NSCN-IM). Un accord de cessez-le-feu similaire a été signé avec la faction SS Khaplang (NSCN-K) en 2001. Après environ quatre-vingts cycles de négociations, un accord-cadre Naga (NFA) avec le gouvernement indien a été conclu en 2015. Cependant, cet accord de paix tant attendu par les Nagas a été entouré d'un profond secret, sans que l'on sache clairement ce qu'il contient

réellement et quel est le statut de la demande controversée d'unification des Nagas.

Les organisations de la société civile telles que le conseil tribal suprême, le Naga Hoho, l'Église¹ et les femmes sous l'égide de la Naga Mothers Association (NMA) ont joué un rôle remarquable dans la négociation de la paix et l'arrêt des meurtres fratricides entre les différentes factions armées. Non seulement la NMA a joué un rôle particulièrement louable dans la détermination des termes de l'accord de cessez-le-feu, mais aussi elle est allée bien au-delà de la cessation immédiate de la violence pour s'interroger sur les problèmes structurels plus profonds de la violence à l'égard des femmes et continue de plaider pour un engagement plus substantiel des femmes dans la construction de l'État. À l'instar des luttes nagas, les aspirations des Mizos à l'autonomie et à l'autogestion sont antérieures à l'indépendance de l'Inde, mais ont atteint leur paroxysme dans les années 60, lorsque le Front national mizo (MNF) a mené un mouvement sécessionniste visant à établir une nation chrétienne souveraine. Ce mouvement a duré jusqu'à la signature de l'accord de paix ou du protocole d'accord en 1986. Le mouvement du MNF a également donné lieu à des opérations anti-insurrectionnelles extrêmement brutales et percutantes de la part de l'État indien. La loi de 1955 sur les zones perturbées de l'Assam et la loi de 1958 sur les forces armées (pouvoirs spéciaux) ont été invoquées, proclamant l'ensemble du district de Mizo zone « perturbée ». Cela a permis que les arrestations arbitraires, les détentions et les meurtres d'innocents, la brutalisation et l'humiliation extrême des hommes, le pillage des villages et le viol et les abus sexuels des femmes se déroulent en toute impunité. Les opérations les plus significatives ont été les frappes aériennes de l'armée de l'air indienne utilisant des bombes incendiaires sur le territoire civil contre ses propres citoyens, sans précédent dans tout le pays.



Inde du nord-est. Source : wikipedia.org

L'autre opération profondément subversive a été le regroupement massif de villages en unités plus grandes (Scheme of Grouping of Villages) effectué par des mesures d'expulsion et réinstallation coercitive, sous la supervision de l'armée. La résistance à ce plan s'est heurtée à la brutalité et à des violations flagrantes des droits de l'homme: Les femmes ont été violées, les récoltes ont été brûlées, les anciens villages ont été incendiés et les nouvelles implantations ont été placées sous le contrôle des forces armées. Le regroupement a entraîné des bouleversements traumatiques au sein de la communauté Mizo, une souffrance ressentie comme une « blessure spirituelle ». Environ 5 200 villages (près de 80 % de la population rurale) ont été touchés. La surveillance a été renforcée, les connaissances traditionnelles se sont détériorées et l'accès aux forêts s'est fait au-delà des limites autorisées; par conséquent, une communauté entière d'agriculteurs autosuffisants est devenue totalement dépendante du gouvernement.

L'engagement volontaire d'un grand nombre de femmes célibataires dans le MNF a suscité une grande suspicion chez les militaires indiens, qui les ont fortement harcelées. Le viol collectif brutal de deux jeunes femmes par les forces de sécurité en 1966 est un cas dont on se souvient encore. En représailles à une attaque du MNF contre un convoi de l'armée indienne, les villageois ont été

rassemblés et leurs maisons incendiées par l'armée; deux femmes, filles d'éminents dirigeants communautaires, ont été détenues séparément dans une hutte où les soldats les ont violées à tour de rôle. L'ensemble de la communauté Mizo et les femmes en particulier ont souffert en silence car il n'existait aucune institution auprès desquelles les victimes pouvaient demander justice ou réparation. Ce sont ces crimes et ces violations qui ont incité divers groupes de femmes à se réunir pour former le puissant Mizo Hmeichhia Insuihkhawm Pawl (MHIP), qui a promis de travailler et de lutter pour les droits collectifs des femmes mizos.

Les origines du conflit dans l'État d'Assam remontent à 1978, avec un mouvement étudiant de masse qui a donné lieu à une résistance armée contre ce qui était perçu comme étant du terrorisme et de l'exploitation économique de l'État et qui a fini par former, en 1979, le Front uni de libération de l'Assam ou ULFA², une organisation politique révolutionnaire autoproclamée engagée dans la lutte de libération. La violence de l'ULFA a été égalée par la violence et l'agression de l'État indien. Dans un message clair de supériorité, les « opérations de ratissage et de perquisition » menées par les forces de sécurité étaient la plupart du temps accompagnées de violences sexuelles, d'intimidations extrêmes et de pillages. Presque tous les cas recensés se situaient dans des zones rurales éloignées de l'État - la périphérie de la périphérie. Des entretiens avec des anciennes combattantes montrent que de nombreuses femmes qui n'étaient que marginalement impliquées dans l'ULFA sont devenues des membres à part entière à la suite de ces atrocités ou par crainte des atrocités (Goswami, 2015).

L'ULFA a tergiversé avec l'appel à la paix à différents moments, notamment avec la formation d'un groupe consultatif populaire (PCG) en 2005. L'éminente écrivaine féministe,

la regrettée Dr Mamoni Raisom Goswami, a joué un rôle central en influençant l'ULFA vers des négociations de paix. Le PCG a organisé trois cycles de dialogue avec le gouvernement sur une période d'un an, mais le processus a échoué. Enfin, les négociations de paix ont pris un nouveau tournant en 2009 après l'arrestation de hauts dirigeants de l'ULFA et ont été grandement facilitées par d'éminents citoyens de l'Assam.³ Malgré l'opposition d'une section de l'ULFA aux pourparlers de paix, ceux-ci ont débuté en mai 2010, avec une femme dans l'équipe de l'ULFA.

L' « autre » périphérique et la violence sexuelle

Malgré l'attention internationale accrue, dans les « périphéries » de l'Inde les violences sexuelles commises par les forces de sécurité se poursuivent en toute impunité. Dans la région du Nord-Est, elles ont été déployées pour établir la domination et la suprématie de l'État-nation, pour torturer et humilier la population afin de la soumettre, ainsi que pour punir les groupes qui contestent l'idée d'un État-nation indien unifié et homogène.

La violence sexuelle a un effet grave et corrosif sur la société, intimidant et terrorisant non seulement les victimes mais aussi les familles et des communautés entières. Elle parvient à dénigrer et à détruire les communautés visées, car les structures sociales et culturelles sont profondément liées aux idées construites sur le genre et aux notions de pureté/impureté de la femme ou de propriété de l'homme. Dans les contextes de conflit, il s'agit essentiellement d'une affirmation de pouvoir et de supériorité, ancrée dans un complexe réseau d'idées socioculturelles préconçues liées au genre et motivée par des considérations politiques, et dans de nombreux cas, dans les trois contextes cités, il s'agit aussi « d'offrir la punition en spectacle » (Foucault, 1995). Pour les hommes

des communautés tribales du nord-est de l'Inde, profondément liés par les mœurs culturelles et sociales de la tradition et des pratiques coutumières, la violence sexuelle à l'encontre des femmes de leurs communautés est l'humiliation ultime et la destruction de leur masculinité construite et très prisée. Les forces armées indiennes ne sont cependant pas les seuls auteurs de violences sexuelles ; des viols massifs de femmes ont eu lieu dans des villages isolés de la périphérie par des groupes de militants, soit pour établir leur suprématie sur un groupe rival, soit pour donner une leçon à un village entier. Le processus de paix prolongé et les périodes de paix parmi les Nagas, par exemple, ont créé des cercles concentriques de périphérie et dans cet « autre périphérique », les femmes continuent d'être l'autre le plus vulnérable.

Dans les pourparlers de paix en cours entre les dirigeants de l'ULFA et le gouvernement indien, une clause est consacrée aux membres disparus de l'organisation, mais aucune aux survivantes de violences sexuelles. Les entretiens menés avec des femmes membres de l'ULFA montrent clairement que, dans le cas des femmes combattantes, le statut de victime est étroitement lié aux notions d'activité et de justice et doit donc être compris et traité en tenant compte de cette complexité. Le niveau de brutalité dont elles ont fait l'objet fait toutefois apparaître une justification plus profonde, plus insidieuse et plus misogyne, à savoir, donner une leçon à une femme qui a transgressé les normes sociales en choisissant de s'associer à un groupe militant (Goswami, 2017).

La violence sexuelle dans le Nord-Est de l'Inde a été particulièrement facilitée en raison de l'application de la loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées de 1958 (AFSPA) qui a été utilisée pour la première fois en 1960 pour freiner la lutte des Nagas en tant que mesure temporaire, mais qui est restée en vigueur dans différentes parties de la région pendant

plus de six décennies. Elle a créé un régime juridique qui a engendré l'impunité pour les forces armées, leur permettant d'utiliser n'importe quelle stratégie ou tactique sans subir les contraintes des principes juridiques ou des garanties constitutionnelles. Un fort plaidoyer en faveur de son abrogation s'en est suivi, y compris de la part d'organismes internationaux de défense des droits de l'homme tels que le Comité CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes).

Le continuum de la violence et la quête de justice des femmes

Il est de plus en plus reconnu que pour garantir la justice, en particulier dans les transitions post-conflit, les personnes concernées doivent pouvoir accéder aux procédures politiques et s'exprimer sur les décisions qui affectent leur vie. Cependant, la justice de genre est la première à être sacrifiée, soit au nom de la moralité, soit par opportunisme politique et économique. Cela est facilité par le fait que les femmes ne sont pas perçues comme des individus, mais plutôt comme les biens précieux d'une famille ou les porteuses de l'identité culturelle d'une communauté.

Les accords de paix protègent les pratiques coutumières discriminatoires

Une prémisse importante des négociations de paix avec les Nagas et les Mizos a été l'engagement de respecter et de protéger les pratiques coutumières, dont beaucoup sont le lieu de profondes inégalités structurelles, car elles entretiennent des relations de pouvoir inégales entre les sexes. Entre autres, les lois coutumières de ces deux communautés hautement patriarcales refusent aux femmes

les droits à la terre et à l'héritage ainsi qu'un rôle dans la prise de décision. On pourrait dire que ces lois incarnent ce que Galtung appelle la violence culturelle, car elles sont citées pour justifier ou légitimer la violence structurelle et priver les femmes de leur identité.

Les femmes mizos, sous l'égide du MHIP, ont dû mener une longue et dure bataille pour les droits de succession et le droit à la participation politique, qui s'est soldée par une victoire relative. De même, les femmes nagas, sous l'égide de la NMA, se sont battues pour faire évoluer les lois coutumières extrêmement discriminatoires à l'égard des femmes, et ont mené une longue bataille pour être incluses dans le processus de prise de décision politique⁴. L'Assemblée du Nagaland a initialement adopté le Nagaland Municipal (First Amendment) Act en 2006, prévoyant de réserver trente-trois pour cent des sièges aux femmes dans les organes locaux urbains ; mais le gouvernement, sous la pression des hommes tribaux, a eu recours aux dispositions constitutionnelles spécifiques de l'article 371(A) et a adopté une résolution selon laquelle le fait de réserver des sièges aux femmes serait en conflit avec le droit coutumier. La Haute Cour a confirmé la position du gouvernement de l'État et l'Association des mères Naga (NMA) a fait appel devant la Cour Suprême, où une décision finale est en attente.

Une justice fondée sur l'égalité

Les situations de conflit dans le nord-est de l'Inde illustrent clairement les difficultés particulières pour surmonter les complexités de la justice, les inégalités et les transitions lorsqu'il s'agit des femmes. Comment les femmes imaginent-elles la justice, comment négocient-elles et manœuvrent-elles leurs identités multiples et souvent conflictuelles et comment équilibrent-elles la justice et les engagements sociaux et politiques dans les communautés impliquées dans des luttes

armées et des résistances prolongées? Il est évident que les femmes Naga imaginaient une justice en matière de violence sexuelle qui passerait par la reconnaissance de la personnalité des femmes et qui serait fondée sur des notions d'égalité, et non sur le prisme patriarcal de la protection des biens et du corps des femmes.

S'inspirant de l'analyse de Galtung (1969) et de Farmer et al. (2006) et l'appliquant aux transitions, Mathew Evans précise que l'injustice sociale et la violence structurelle sont en fait synonymes et dénotent une condition dans laquelle la violence se produit, non pas simplement en raison d'actions directes d'individus spécifiques contre d'autres, mais plutôt en raison d'arrangements sociaux structurels ancrés dans l'organisation politique et écologique du monde social, qui limitent l'action des victimes et causent des blessures profondes. Pour les femmes nagas et mizos, les arrangements sociaux de leurs communautés respectives sont ancrés dans les lois et pratiques coutumières structurées qui limitent leur action en tant que membres à part entière de leurs communautés. Ainsi, si la justice en matière de violences sexuelles est importante, il est essentiel, dans un moment de transition politique, que cette discrimination systémique et enracinée soit reconnue et corrigée dans le processus de mise en œuvre des garanties de non-discrimination et d'égalité des sexes.

Économie politique de la justice de genre: Une approche transformatrice

Non seulement les systèmes de guerres et de conflits armés exacerbent les inégalités et les vulnérabilités structurelles existantes, mais ils ont également des répercussions considérables sur les droits humains des femmes. Il est donc insuffisant d'aborder l'impact de la violence sur les femmes exclusivement sous l'angle de la violence

sexuelle directe. Une approche émergente, étroitement liée aux réalités, aux besoins et aux attentes sur le terrain dans une période post-conflit, est celle de la justice transformatrice, qui implique un « déplacement de l'accent du juridique vers le social et le politique, et de l'État et des institutions vers les communautés et les préoccupations quotidiennes » (Gready et Robins, 2014). La justice transformatrice, en particulier dans un contexte post-conflit, revêt donc une importance particulière pour les femmes et les autres communautés marginalisées, car elle implique essentiellement un processus de transformation des hiérarchies oppressives et des structures sociales discriminatoires, ainsi que la possibilité d'une paix positive.

Comme la plupart des processus de paix bien connus et bien documentés, ceux de la région se caractérisent par des transactions descendantes, dirigées par des hommes et essentiellement axées sur le pouvoir. Cela n'est nulle part plus évident que dans le contexte des Nagas. La réalité des trois contextes du nord-est de l'Inde souligne la nécessité de sortir de ce mode de transaction patriarcal et de viser quelque chose de véritablement transformateur. Cela implique nécessairement de se concentrer sur les besoins et les priorités locales en veillant à ce que les voix des personnes marginalisées soient entendues, que la participation et l'appropriation soient renforcées, que le processus et les résultats soient prioritaires et que les dynamiques de pouvoir inégales et croisées soient remises en question. En tant que telle, la lutte des femmes nagas pour les places réservées aux femmes et le droit à la prise de décision politique à ce moment de l'histoire des Nagas est d'une importance capitale.

Les arguments de Gready résonnent avec le discours féministe selon lequel le fait de faire une distinction entre le privé et le public

dépolitise le domestique. Cela a conduit à la marginalisation et à l'invisibilité de la violence quotidienne perpétrée contre les femmes, notamment celle qui se produit dans les familles et les communautés et qui est enracinée dans des causes structurelles. Les processus judiciaires, bien qu'importants, réduisent les femmes à leur blessure en présence d'une violation et sont centrés sur l'auteur de la violation, au lieu de discuter des relations de pouvoir entre les sexes qui conduisent aux violations. Le déni d'une série de droits pour les femmes en vertu des lois coutumières nagas et mizos est une manifestation des relations de pouvoir entre les sexes. Gready soutient qu'en reconnaissant explicitement et en cherchant à remettre en question les inégalités liées au pouvoir et à la hiérarchie, et en affirmant que les droits de l'homme sont définis par la lutte et nés d'expériences de privation et d'oppression, on aboutit à des droits formulés en termes explicitement transformateurs (2014). Une approche de justice transformatrice exige de changer tout ce qui renforce les hiérarchies de pouvoir sociales et économiques en place, y compris les communautés concernées en tant qu'agents dans l'élaboration de l'agenda des politiques et des pratiques, et de se concentrer sur la lutte contre les injustices socio-économiques et les racines structurelles des injustices actuelles. C'est ce changement qui peut éliminer certains stéréotypes de la périphérie et l'« altérité » discriminatoire des peuples et des individus. ■

■ Bibliographie

Evans, M. (2016). "Structural Violence, Socioeconomic Rights, and Transformative Justice", *Journal of Human Rights*, 15, 1-20, D01.

Farmer, P. E., Nizeye, B., Stulac, S., and Keshavjee, S. (2006). "Structural violence and clinical medicine", *PLoS Medicine*, 3(10), 1686-1691.

Foucault, M. (1995). *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. Translated by A. Sheridan. New York: Penguin Random House.

Galtung, J. (1969). "Violence, peace, and peace research", *Journal of Peace Research*, 6(3), 167-191.

Goswami, R. (2015). *Of Revolution, Liberation and Agency: Aspirations and Realities in the Lives of Women Combatants and Key Women Members of the United Liberation Front of Assam (ULFA)*, Heinrich Boll Stiftung, New Delhi.

Goswami, Roshmi (2017). "The Price of "Revolution": Who determines?"

Gready, P. and Robins, S. (2014). "From Transitional to Transformative Justice: A New Agenda for Practice", *The International Journal of Transitional Justice*, Vol. 8, 2014, 339-361, doi:10.1093/ijtj/iju013T.

■ Notes

1 - En juillet 1997, l'Église baptiste a organisé la rencontre de paix d'Atlanta, au cours de laquelle les dirigeants du NSCN ont accepté les initiatives visant à entamer un processus de dialogue inconditionnel.

2 - Selon le gouvernement indien, l'ULFA est considérée une organisation terroriste interdite en vertu de la loi sur les activités illégales (prévention) de 1990. Actuellement, le gouvernement indien a lancé des offensives militaires contre l'ULFA, nommées Opération Bajrang en novembre 1990, Opération Rhino en septembre 1991, Opération All Clear en décembre 2003 et Opération Rhino 2 menée par l'armée indienne. Les opérations anti-insurrectionnelles se poursuivent actuellement sous la structure de commandement unifiée.

3 - C'est sous la direction de l'éminent intellectuel Dr Hiren Gohain que s'est formée une convention au niveau de l'État, « Sanmilita Jati-ya Abhivartan », qui a appelé New Delhi et l'ULFA à se présenter à la table des négociations sans condition préalable ni délai.

4 - Le Nagaland est le seul État du pays qui n'a jamais eu de femme députée. Alors que chaque village et chaque tribu a sa propre aile féminine, aucune femme ne siège au conseil de village et l'organe décisionnel suprême des tribus naga, le Naga Hoho, ne compte pas non plus de représentantes.

Réimaginer la subversion: Capacité d'agir et militantisme des femmes pour la paix dans le nord de l'Ouganda

par Yaliwe Clarke et Constance O'Brien



Basé sur les données de seize entretiens approfondis et de neuf groupes de discussion avec des personnes qui ont été impliquées dans des organisations communautaires pour la paix entre 1998 et 2015, cet article met en lumière les complexités qui sous-tendent les initiatives des femmes pour la paix dans le nord de l'Ouganda. Il montre la capacité d'agir et la résilience dont les femmes ont fait preuve dans leurs efforts pour établir des groupes de soutien communautaires et des organisations consacrées aux conséquences socio-économiques et psychologiques de la guerre, avec très peu de ressources à leur disposition. Il s'agit également d'examiner dans quelle mesure les militantes pour la paix se sont attaquées à la violence structurelle et ont subverti le patriarcat dans le cadre libéral en place de consolidation de la paix.¹

La politique du colonialisme, de l'ethnicité et du militarisme en Ouganda

Depuis l'indépendance en 1962, l'Ouganda a connu une paix contestée (dans le centre du pays et dans certaines parties du sud de l'Ouganda) et un conflit armé dans le Nil occidental, dans les districts de Gulu et Kitgum au nord et dans certaines parties du district d'Apac. Les racines de la guerre remontent au début des années 1900, lorsque l'administration coloniale britannique a opposé les ethnies dominantes du Nord à celles du Sud, et a donné à un groupe ethnique le pouvoir politique et économique sur les autres communautés ethniques et royaumes.

Table 1: Women's Peace Organisations: interviews and focus groups' informants

Organisation	Locality	Year Est.	Individual Interviews-key informants	Focus Groups FGs	Number of informants per Organisation
Women's Peace Initiative - Uganda (WOPI)	Lira	2003	3 founder members 1 Staff member	2 focus groups consisting of 39 beneficiaries	43
Women's Advocacy Network (WAN)	Gulu	2011	1 Founder member who was also a staff member	1 focus group consisting of 9 beneficiaries	10
People Voice for Peace (PVP)	Gulu	1995	1 founder member	None	1
Kitgum Women's Peace Initiative (KIWEPI)	Kitgum	1999	2 founder members 4 staff members	6 focus groups consisting of 29 beneficiaries	35
Kitgum Concerned Women's Association (KICWA)	Kitgum	1998	1 Founder member 2 staff members	None	3
Live Again	Kitgum	2006	1 Founder member who is also a staff member	None	1
Total number			16 individual interviews 9 FGs		93 informants

Source: Yaliwe Clarke, recherche doctorale en cours, 2017.

Amone et Muura (2014) affirment qu'il y a eu des investissements importants dans l'éducation et les infrastructures dans le sud de l'Ouganda, considéré comme la zone productive, et peu ou pas d'investissements de ce type dans le nord de l'Ouganda, considéré comme la zone de travail. Cela a stimulé un flux de travailleurs migrants du nord de l'Ouganda, en particulier de Kitgum, Gulu, Lira et de certaines parties du Nil occidental vers la région centrale. Ces travailleurs migrants étaient étroitement surveillés afin que leurs origines tribales ne soient pas perdues, et une fois leur travail terminé, ils devaient retourner dans leur « tribu ». Ainsi, le nord n'était guère plus qu'une réserve de main-d'œuvre migrante et de recrutement militaire dans le cadre d'un régime ethnique.

Au moment de l'indépendance, les Britanniques ont laissé une société politiquement divisée dans laquelle le roi de Baganda, représentant les communautés du sud, a formé une faible alliance avec Milton Obote, qui était politiquement aligné sur les communautés du nord. En 1966, Obote a rompu cette alliance et a assumé l'autorité

politique sur l'ensemble du pays, en s'appuyant fortement sur l'armée d'État qui était sous l'influence politique du commandant Idi Amin.

Avec la prise de pouvoir militaire d'Amin en 1971, tous les ministres ont prêté serment dans l'armée en tant qu'élèves officiers et l'institutionnalisation du militarisme a fait un pas de plus. Cette militarisation croissante de l'État a donné naissance à une nouvelle « classe » socio-économique de militaires et de leurs compagnes. En raison des anciennes pratiques de recrutement coloniales, la plupart des soldats étaient issus des communautés ethniques du nord, en provenance du Nil occidental, et étaient connus sous le nom de « Nubiens ». Ceux qui ne faisaient pas partie de cette classe se débattaient en marge d'une économie politique militarisée.

Avec la prise de pouvoir de l'État par le Mouvement de résistance nationale de Yoweri Museveni en 1986, le pouvoir politique est revenu dans le sud. Pendant 20 ans, de 1986 à 2006, la région d'Acholi a souffert de la guerre, les groupes rebelles suivants, dont le plus connu est

l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), prenant les armes contre le gouvernement et attaquant la population civile. Dans le même temps, les troupes gouvernementales se sont rendues coupables de violations flagrantes des droits de l'homme. On estime que plus de deux millions d'Acholis ont vécu dans des camps de déplacés pendant plusieurs années au cours du conflit.

La micro-politique des efforts des femmes ougandaises pour la consolidation de la paix

Selon Mulumba (2002: 113-4) « La participation des femmes aux efforts de paix dans l'histoire la plus récente de l'Ouganda remonte à 1985, lorsque Tito Okello a pris le pouvoir par un coup d'État. À cette époque, le Conseil national des femmes a organisé plus de 2 000 femmes pour manifester dans les rues de Kampala pour la paix et contre les mauvais traitements infligés aux femmes par les militaires. » Le militantisme des femmes autour des questions de droits légaux, de paix, d'éducation et de santé génésique, de programmes de crédit, de femmes handicapées et de droits fonciers s'est établi et s'est développé de manière exponentielle après la prise de pouvoir du Mouvement de résistance nationale en 1986. Des femmes telles que Betty Bigombe, ancienne ministre d'État chargée du programme de reconstruction du nord de l'Ouganda, ont pris des initiatives pour mettre fin aux hostilités dès 1995. Elle s'est rendue dans la brousse pour des entretiens en tête-à-tête sur la paix avec le chef de la LRA Joseph Kony et, en décembre 2004, elle a servi de médiatrice dans les pourparlers entre le gouvernement et les rebelles de la LRA.

Un processus officiel de négociation de paix sous la conduite du gouvernement² pour résoudre le conflit dans le nord de l'Ouganda a débuté en 2006. Les pourparlers de paix entre le gouvernement ougandais (GoU) et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ont eu lieu à Juba, au sudan du Sud, avec le soutien du gouvernement du Soudan du Sud (GOSS). L'équipe de négociation du gouvernement de 2008 était composée

uniquement d'hommes, avec une ou deux femmes membres du parlement qui ont participé en tant qu'observatrices.

Il n'y avait que deux représentantes de la LRA, dont le rôle dans le processus de négociation était limité. Face à ce manque de représentation, les organisations de femmes ont formé une coalition visant à garantir la prise en compte des perspectives et des demandes des femmes lors des pourparlers. Ce processus a été appelé le « Juba Peace Caravan ». Selon Musoke (2012: 12): « Avec plus de 100 femmes activistes au début du voyage, la caravane visait à sensibiliser et à mobiliser les Ougandais pour soutenir le processus de paix et renforcer la solidarité avec les communautés déchirées par la guerre dans le nord de l'Ouganda » D'autres groupes de femmes ont été créés pour répondre aux besoins immédiats de subsistance causés par le conflit armé. Par exemple, en réponse à l'augmentation du nombre de veuves et d'orphelins, la National Association of Women's Organisations in Uganda (NAWOU) a créé un centre de soins pour enfants et a aidé à la réinstallation d'anciennes prisonnières de guerre. L'organisation Uganda's Women's Effort to Save the Orphans (UWESO) a également cherché à répondre aux besoins des enfants rendus orphelins par la guerre.

Cet article est basé sur une étude qui a examiné le travail de six organisations communautaires de femmes pour la paix dans le nord de l'Ouganda. Les résultats révèlent quatre thèmes qui découlent de l'expérience de la guerre des participants à la recherche et des efforts de consolidation de la paix qu'ils ont entrepris: les changements dans le patriarcat suite aux enlèvements, aux déplacements et à l'érosion des structures familiales; la guerre comme une opportunité pour les femmes d'intervenir et la subversion du patriarcat; la subversion des économies du patriarcat par le micro-crédit et la terre; la capacité d'agir des femmes dans la resocialisation des masculinités.

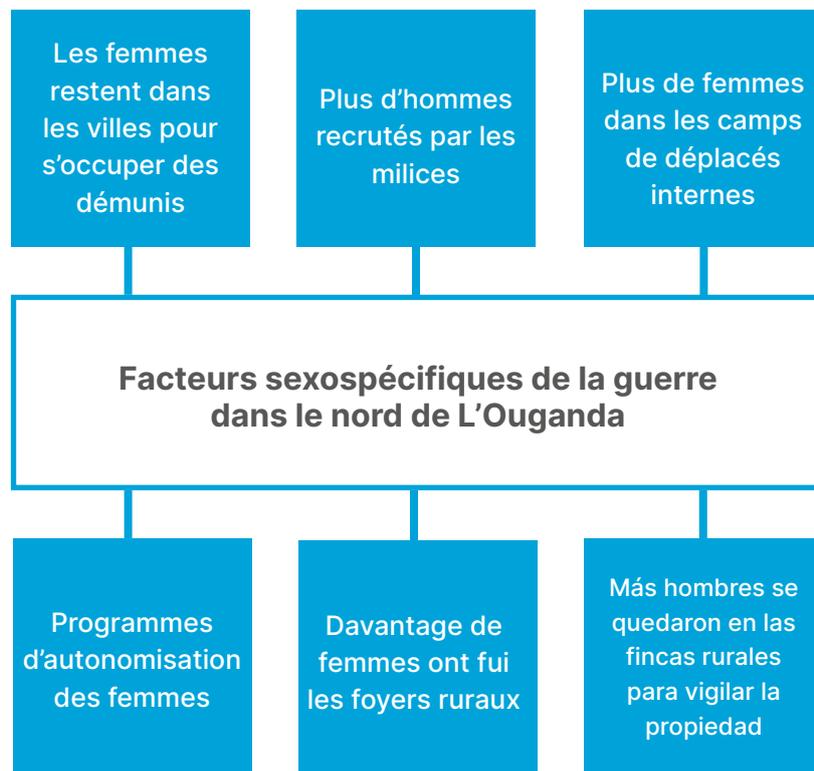


Diagramme 1: Flux par genre – Déplacement des hommes et des femmes

Changements dans le patriarcat: Enlèvement, déplacement et érosion des structures familiales

La combinaison de niveaux élevés de recrutement forcé d'hommes par les forces combattantes, de viols et de mariages forcés de filles et de femmes, de pillages de bétail et d'autres biens, de déplacements massifs, de violence et de perte de moyens de subsistance a contribué à ébranler les identités et les rôles masculins ainsi que l'emprise (hétéronormative) des hommes sur la stabilité sociale et matérielle des sociétés acholi et langi³.

La propriété et le contrôle de la terre étaient au cœur du pouvoir des hommes, associés à leur rôle de pères, d'oncles et d'aînés des clans patrilinéaires. Ainsi, de nombreux hommes sont restés dans les zones rurales pour tenter de remplir leur rôle de protecteur de la terre et de la propriété, tandis que les femmes sont allées dans les villes avec leurs enfants pour chercher une protection. L'autorité masculine a

également été mise à mal au milieu des années 1990 lorsque l'armée ougandaise a contraint environ deux millions de personnes des zones rurales de l'Acholiland à se réfugier dans des « villages protégés », c'est-à-dire des camps de déplacés. Sans terre à labourer ni bétail à garder, la plupart des hommes se sont tournés vers la consommation excessive d'alcool et les jeux d'argent.

Des recherches sur les taux de suicide parmi les hommes dans ces camps de déplacés dans le nord de l'Ouganda (Kizza et al. 2012) ont révélé que la plupart des cas de suicide étaient dus au sentiment de perte de dignité et de valeur sociale des hommes. Leur estime de soi a encore été affectée lorsqu'ils ont réalisé que leurs femmes et leurs filles vendaient des services sexuels pour survivre. Certains ont été contraints d'assister au viol de leurs femmes et de leurs filles par des soldats du gouvernement ou par la LRA; d'autres ont été encore plus humiliés lorsqu'ils ont eux-mêmes été violés par des soldats du gouvernement. Le diagramme suivant illustre le déplacement des hommes et des femmes à la

suite de la guerre dans le nord de l'Ouganda. Les effets ultérieurs des enlèvements et l'érosion des structures familiales ont mobilisé les femmes autour des efforts collectifs pour la paix.

La guerre a-t-elle permis aux femmes d'agir et de subvertir le patriarcat?

Les résultats de cette étude indiquent qu'il y a eu une légère expansion du pouvoir des femmes, en grande partie due au fait que la guerre a radicalement transformé les conditions sociales qui ont façonné les normes de genre, principalement au sein des communautés Acholi et Langi. Le veuvage, le mariage forcé et l'augmentation du nombre d'orphelins ont eu pour conséquence que les femmes ont soudainement vu s'élargir leurs responsabilités matérielles et maternelles, augmentant par inadvertance leur sphère d'influence au sein du clan. Cette expansion du pouvoir matériel, par opposition au pouvoir discursif, s'est produite à l'intérieur et au-delà de la lignée de leurs pères ou maris. Le pouvoir implicite des femmes plus âgées, en tant que mères, tantes, belles-sœurs ou devineresses, s'est élargi.

Les femmes et les filles enlevées ou séparées de leur famille pendant plusieurs années ont été forcées d'épouser des membres de milices dont elles ont porté les enfants issus de viols. Les enfants nés en captivité ont été confrontés à divers défis, à savoir: ceux qui ont perdu le contact avec leur père biologique ou ont été rejetés par leur beau-père ont été recueillis par le clan paternel de leur mère; ceux qui ont été séparés de leur famille ou ont été rejetés par le clan paternel de leur mère ont fini par être soutenus par d'autres femmes. Toutes les femmes qui ont fondé des organisations communautaires pour la paix ont mentionné un besoin urgent d'aider un grand nombre d'enfants démunis au sein de leur famille et de la communauté dans laquelle elles vivaient. Par exemple, au plus fort de la guerre en 2003, une femme qui a ensuite fondé un groupe communautaire de femmes pour

la paix a accueilli jusqu'à 36 personnes dans sa maison. Elle a formé ce groupe pour la paix afin d'unir ses efforts à ceux d'autres femmes afin d'aider collectivement les nombreuses personnes dont elles s'occupaient.

C'est ainsi que de nombreuses femmes se sont substituées aux hommes dans leur rôle matériellement dominant de pourvoyeurs et protecteurs de la famille. En s'occupant des enfants orphelins, des petits-enfants et des enfants des autres membres de la famille élargie (frères, sœurs, tantes, oncles), leur rôle maternel s'est élargi alors que les ressources socio-économiques disponibles étaient minimes. De plus, le chaos quotidien des camps de déplacés surpeuplés a entraîné un mélange inévitable de clans et de sous-clans dans un espace confiné, ce qui a occasionné une modification des liens patrilinéaires et une perte générale du contrôle social.

Un groupe particulièrement vulnérable était celui des femmes qui avaient été enlevées pour devenir les « épouses » des hommes de la LRA et qui revenaient avec des enfants nés pendant leur captivité. Selon Annan et al. (2011: 883), jusqu'à vingt-six pour cent des jeunes femmes âgées de quatorze à trente-cinq ans ont été enlevées pendant la guerre. En effet, l'économie de guerre s'est appuyée sur les enlèvements pour reproduire, au sens propre comme au sens figuré, des enfants soldats pour les milices. Les liens patrilinéaires ont été dilués et perturbés en conséquence. Parmi les six organisations incluses dans l'étude, le Women's Advocacy Network (WAN), créé en 2011, a été fondé uniquement par des femmes qui avaient été enlevées.

Lorsque ces femmes sont revenues de la « brousse », elles ont dû endurer un nouveau traumatisme, celui d'être stigmatisées, ostracisées et soumises à la violence de leur propre famille et de la communauté au sens large. « Je me souviens qu'avant le début de WAN la vie était très difficile parce que les gens ne nous aimaient pas dans la communauté. Tout d'abord, si vous reveniez de

la brousse, les gens pensaient que c'était vous qui aviez commis les crimes de la LRA. Les gens de la communauté nous accusaient de tous les crimes commis par la LRA ». (Membre du groupe de discussion 1, fondatrice, WAN, décembre 2013).

« Les enfants que nous avons ramenés avec nous n'étaient pas autorisés à jouer avec d'autres enfants. Si les enfants se battaient en jouant, ils disaient que le cen [esprit vengeur] de leurs pères les dérangeait et c'est pourquoi ils battaient les autres enfants. ... J'étais si triste quand l'enfant était insulté et d'un autre côté, je regardais le problème que je vivais. J'étais malade et je ne pouvais rien faire. C'était douloureux ». (Membre du groupe de discussion 8, fondatrice, Women's Advocacy Network, Gulu, décembre 2013).

La capacité des femmes à fonder des groupes pour la paix au milieu d'une telle stigmatisation, d'une telle violence et d'un tel flux social témoigne de leur résilience et détermination à élaborer des options individuelles et collectives pour elles-mêmes et les communautés qui les entourent. Les femmes occupent de nouvelles positions sociales qui contestent le pouvoir des hommes et modifient certaines constructions patriarcales de la féminité. Une autre subversion du patriarcat s'est manifestée dans la capacité des femmes à assurer le bien-être matériel de leur famille et de la communauté au sens large.

Subvertir les économies du patriarcat: Le micro-crédit et la terre

Les programmes de microcrédit et les activités génératrices de revenus à petite échelle sont l'un des principaux moyens dont disposent les femmes pour soutenir les communautés. Au début de la formation des groupes pour la paix, les efforts de consolidation de la paix ont commencé par la collecte de nourriture auprès des amis et de la famille. Ils ont ensuite évolué vers des approches plus institutionnalisées, comme la création de petites entreprises pour la fabrication de jus de fruits, la confection de vêtements, le commerce de produits alimentaires, l'élevage d'animaux,

la fabrication de vin, la culture de champignons et l'apiculture. Certaines de ces entreprises ont ensuite évolué vers des systèmes d'épargne ou de microfinance/microcrédit qui ont permis aux femmes de travailler en groupe, d'épargner collectivement et de partager les risques financiers.

Plusieurs organisations de Kitgum, telles que KIWEPI, KICWA et d'autres qui n'étaient pas au cœur de l'étude, ont combiné les projets de génération de revenus avec des systèmes d'épargne souvent appelés « Associations villageoises d'épargne et de crédit » (VSLA) qui étaient principalement financés et coordonnés par CARE International. En 2013, CARE avait contribué à faciliter la création de 27 222 groupes VSLA dans les zones rurales de l'Ouganda, représentant plus d'un demi-million de personnes. Le rapport indique que jusqu'à cinquante-deux milliards de shillings ougandais, soit environ dix-neuf millions de dollars, avaient été économisés (Lowicki-Zucca et. al, 2014).

Les femmes ont décrit le renforcement de leur capacité à subvenir aux besoins des personnes qui les entourent comme une contribution à la paix, et ont expliqué que les bénéfices de ces initiatives étaient évidents dans les changements de leur positionnement social. Elles ont amélioré leur capacité à prendre soin de leur famille et à gérer le traumatisme du déplacement ainsi que d'autres impacts psychosociaux. Leur participation à ces collectifs pour la paix a modifié leur statut de manière positive, tant sur le plan social qu'économique.

Dans l'ensemble, il semble que les projets de génération de revenus et les plans d'épargne aient nourri les formes locales d'association. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure ils ont favorisé une vie associative qui a reconnu et transformé l'oppression par la conscience collective et la résistance. Amina Mama (2014:37-8) est plutôt sceptique quant à la possibilité pour les femmes vivant dans des contextes de guerre ou d'après-guerre de s'attaquer aux racines

structurelles plus larges de l'oppression, mais cette étude vient appuyer le fait que certains changements ont eu lieu. Les expériences avec des programmes de microcrédit ont fourni un moyen de subsistance essentiel à leur survie.

En ce qui concerne la terre, les femmes se voient toujours refuser l'accès et la propriété. Elles n'héritent généralement pas de la terre de leur père, car lorsqu'elles se marient, elles prennent le nom du clan de leur mari. Dans la sous-région Acholi, les acquisitions foncières sont une question particulièrement sensible, car elles interviennent à la suite du déplacement de la majorité de la population et de la confusion qui en résulte en termes de démarcation. Leur réinstallation a été encore compliquée par la spéculation sur la présence de pétrole (Sjögren, 2014).

Cette étude révèle que la propriété foncière est restée un problème majeur pour les femmes, même dans le contexte post-conflit. Les femmes enlevées ont eu de grandes difficultés à se réintégrer dans la communauté car aucune terre ne leur a été attribuée.

Les mères d'enfants qui ne connaissaient pas ou ne pouvaient pas trouver le clan du père de leur enfant ne pouvaient pas hériter de terres. Comme l'explique un membre du personnel qui travaille pour une ONG nationale de défense des droits juridiques des femmes, ces enfants n'étaient pas non plus facilement intégrés dans les clans de leurs pères: « À l'époque où nous avons ouvert le bureau, les femmes se voyaient généralement refuser la terre. Les veuves, les femmes célibataires, les femmes mariées. Nous avons entendu beaucoup de femmes expulsées de leurs terres... parce qu'elles vivaient dans les camps et qu'elles ne savaient pas d'où venait leur mari. Au moment où nous avons ouvert le bureau, il y avait beaucoup de femmes qui disaient « Je cherche des informations, ou bien, « on m'a dit que mon mari venait de cette région ». Et « Je suis allée là-bas et personne ne m'a donné de terre ». Cela devient un problème car, d'une part, ces

femmes ont été mariées, probablement dans le camp. Elle ne savent pas d'où vient l'homme, donc nous avons des problèmes de démarcation. Elles ont épousé l'homme, il est mort, il a été enterré dans le camp, alors maintenant elles essaient de retrouver ses racines ». (Informateur clé M, membre du personnel, FIDA, février 2015).

Une personne interrogée, membre du personnel d'Isis- WICCE (une organisation de femmes basée à Kampala) qui a travaillé avec de nombreux groupes de femmes pour la paix dans le nord de l'Ouganda, a exprimé la possibilité imaginée de transférer la propriété des terres aux femmes:

« En ce qui concerne les enfants nés en captivité, un changement s'impose: il faut autoriser les mères à être propriétaires et les valoriser en tant que parties prenantes de la terre et en tant que parents, pouvant ainsi transmettre leur clan à leurs enfants, ce qui est vraiment fondamental en Afrique. Le patriarcat est bien vivant et il faut que les gens évoluent et se disent « créons des exceptions » pour ces enfants qui sont probablement nés à la suite d'un viol ou d'un enlèvement et qui n'ont pas choisi de naître de cette façon. Les mères auraient aimé avoir un clan, mais le fait est qu'elles ne savent pas qui est le père (Informateur clé V, ancien codirecteur, Isis-WICCE, février 2015).

L'étude a révélé qu'avec la déstabilisation de la domination masculine, des espaces de pouvoir partiel pour les femmes se sont ouverts dans la manière dont les structures familiales ont été reconfigurées. Ainsi, la tension entre l'action et la structure est évidente; l'action est constamment subvertie par des réalités structurelles qui peuvent donner l'impression de changer à la surface mais qui restent profondément immuables et enracinées à d'autres niveaux. Ainsi, il semblerait que les normes patriarcales irréductibles relatives à la terre ne soient toujours pas négociables. Les femmes, cependant, ont fait plusieurs tentatives pour composer avec les nouveaux rôles masculins possibles.

La capacité d’agir des femmes dans la resocialisation des masculinités

Lorsqu’elles ont été interrogées sur les liens entre l’égalité des sexes et la paix, les fondatrices des organisations de femmes ont démontré leur connaissance des oppressions patriarcales (structurelles) et culturelles au-delà de celles que la guerre a renforcées ou (re)créées. Certaines activistes féminines ont affirmé que les racines de la violence dans la communauté sont liées aux coutumes acholi de la virilité pendant et après la guerre. À cet égard, deux groupes, Kitgum Women’s Peace Initiative et Women’s Peace Initiative-Uganda, ont mis en place des projets visant à changer les masculinités dans la sphère domestique en créant des projets réservés aux hommes qui valorisaient les hommes ayant une masculinité « pacifique ». L’interprétation de KIWEPI des masculinités « pacifiques » comptait cinq thèmes: les hommes qui n’étaient pas violents à la maison; les hommes qui n’abusaient pas de l’alcool; les hommes qui soutenaient financièrement la famille; les hommes qui aidaient aux tâches ménagères; et les hommes qui permettaient à leur femme de prendre certaines décisions à la maison. Les membres de la communauté ont été invités à voter pour les hommes ayant démontré qu’ils respectaient ces cinq thèmes fondamentaux et ont reçu une reconnaissance spéciale lors d’une cérémonie de remise de prix au cours de laquelle ils ont été officiellement nommés Lacor Makwiri - hommes modèles. Il semblerait que les tentatives des femmes de resocialiser les masculinités aient été limitées ou circonscrites à leurs expériences immédiates de violence sexiste et de manque de moyens matériels.

Un autre groupe pacifiste de Lira, Women’s Peace Initiative Uganda (WOPI-U), a mis en œuvre un projet communautaire de sensibilisation à la violence basée sur le genre appelé SASA! Ils ont formé un plus grand nombre d’hommes que de femmes en utilisant une méthodologie qui visait à créer « ...une masse critique engagée et capable

de créer un changement de norme sociale » (Abramsky et. al., 2014). Selon Abramsky et. al. (2014: 122) « L’objectif central de l’intervention est de promouvoir une analyse critique et une discussion sur le pouvoir et les inégalités de pouvoir - non seulement sur les façons dont les hommes et les femmes peuvent abuser du pouvoir et les conséquences de cela sur leurs relations intimes et leurs communautés, mais aussi sur la façon dont les gens peuvent utiliser leur pouvoir de manière positive pour affecter et soutenir le changement au niveau individuel et communautaire ». L’initiative SASA fait état d’un changement réel du comportement masculin violent d’un membre de la communauté avec lequel le groupe de paix a travaillé. La question de savoir si un tel changement peut être ou sera durable dépend de divers facteurs. Le projet SASA est relativement récent et tous les informateurs n’ont pas été directement impliqués dans le projet.

Conclusion

Le fait que les femmes interrogées dans le cadre de cette étude n’aient pas abordé directement les racines politiques et ethniques de la guerre, mais se soient plutôt concentrées sur les conséquences économiques et psychosociales, pourrait bien être un choix de modus operandi étant donné la situation dans laquelle elles se trouvaient. Les caractéristiques qu’elles ont choisies étaient celles d’une « économie d’adaptation » (Peterson, 2008) et elles ont opéré dans un mode survivaliste et parfois au-delà. Les divisions ethniques étaient une source majeure de conflit qui ne pouvait pas être facilement résolue; les femmes se sont plutôt concentrées sur la reconfiguration des familles, une renégociation marginale des frontières ethniques/claniques et une refonte des masculinités loin de la violence « guerrière ». Au cœur de ces repositionnements sociaux, on trouve une forte dépendance à l’égard des projets de micro-épargne et de génération de revenus qui répondent aux besoins matériels des familles et des personnes les plus vulnérables de la communauté. Malgré ces efforts radicaux, la propriété foncière des femmes est restée

liée aux systèmes et coutumes patriarcaux des clans. Ainsi, bien qu'elles aient réussi à occuper des espaces autrefois masculinisés, comme le rôle de pourvoyeur de biens matériels, elles n'ont pas pu modifier la dynamique du pouvoir inhérente à la propriété foncière. Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour montrer les recoupements entre le patriarcat, l'économie politique néolibérale de l'Ouganda ainsi que les divisions ethniques bien ancrées entre le nord de l'Ouganda et le reste du pays. Comme le dit Confortini (2010: 4), il est nécessaire de faire preuve de plus de « curiosité féministe » sur la façon dont « le patriarcat, sous toutes ses formes, camouflé, vêtu de kaki et en costume rayé, est une cause principale à la fois du déclenchement de conflits sociaux violents et des échecs fréquents de la communauté internationale à fournir des résolutions à long terme à ces conflits violents ».

Bibliographie

Abramsky, T.; Devries, K.; Kiss, L.; Nakuti, J.; Kyegombe, N.; Starmann, E. & Michau, L. (2014). 'Findings from the SASA! Study: a cluster randomized controlled trial to assess the impact of a community mobilization intervention to prevent violence against women and reduce HIV risk in Kampala, Uganda', *BMC medicine*, Vol 12, No 12, 122.

Amone, C. & Muura, O. (2014). 'British Colonialism and the Creation of Acholi Ethnic Identity in Uganda, 1894 to 1962. *The Journal of Imperial and Commonwealth History*', Vol 42, No 2, 239-257.

Annan, J.; Blattman, C.; Mazurana, D. & Carlson, K. (2011). 'Civil war, reintegration, and gender in Northern Uganda', *Journal of conflict resolution*, Vol. 55, No 6, 877-908.

Confortini, C. (2010). 'Feminist Contributions and Challenges to Peace Studies', *International Studies Association Compendium*.

Hendricks, C. (2011). *Gender and security in Africa: An overview*. Nordiska Afrikainstitutet, Oslo.

Hudson, H. (2012). 'A double-edged sword of peace? Reflections on the tension between representation and protection in gendering liberal peacebuilding', *International Peacekeeping*, Vol 19, No 4, 443-460.

Kizza, D.; Knizek, B. L.; Kinyanda, E. & Hjelmeland, H. (2012). 'Men in despair: a qualitative psychological autopsy study of suicide in northern Uganda', *Transcultural psychiatry*, Vol 49, Issue 5, 696-717.

Lowicki-Zucca, M., Walugembe, P., Ogaba, I. & Langol, S. (2014). 'Savings groups as a socioeconomic strategy to improve protection of moderately and critically vulnerable children in Uganda', *Children and Youth Services Review*, Vol. 47, 176-181.

Mama, A. (2014). 'Beyond survival: Militarism, equity and women's security', *Development and Equity: An Interdisciplinary Exploration by Ten Scholars from Africa, Asia and Latin America*, 29-46.

Mulumba, D. (2002). 'The Women's Movement and Conflict Resolution in Uganda', in Tripp Ali Mari and J. C. Kwesiga (eds), *The Women's Movement in Uganda: History, Challenges, and Prospects*, Fountain Publishers, Kampala.

Musoke, Nabukeera. H. (2012). 'Women Making a Difference to the Juba Peace Negotiation Process', unpublished paper, Isis-WICCE, Kampala.

Peterson, V. S. (2008). 'New wars' and gendered economies, *Feminist Review*, No 88, 7-20.

Scully, P.; McCandless, E. & Abu-Nimer, M. (2010). 'Gender Violence and Gender Justice in Peacebuilding and Development', *Journal of Peacebuilding & Development*, Vol 5, No. 3, 3-6.

Sjögren, A. (2014). 'Scrambling for the promised land: land acquisitions and the politics of representation in post-war Acholi, northern Uganda', *African Identities*, Vol 12, No 1, 62-75.

Notes

1- *La consolidation libérale de la paix a été le cadre politique dominant des organisations internationales de développement telles que l'ONU et la Banque mondiale. Elle a été critiquée par les féministes (Hendricks, 2011; Hudson 2012; Scully et al., 2010) car elle ne s'attaque pas à la violence structurelle patriarcale qui est ancrée dans l'idée même de l'État.*

2- *Le processus de paix fait ici référence à un processus formel de négociation et de réconciliation mené par l'État, qui est accompagné d'un certain nombre d'autres mécanismes visant à résoudre le conflit, notamment la loi d'amnistie, la Cour pénale internationale et le mécanisme traditionnel africain du Mato Oput. Étant donné que ces mécanismes sont parallèles au processus de négociation de la paix, il est important de les mentionner car chaque mécanisme affecte largement les progrès de l'autre.*

3- *Nous utilisons ici la théorie de la domination masculine de Pierre Bourdieu qui la définit comme un monde social qui se prête à une objectivation entièrement construite autour d'une vision androcentrique du monde - une histoire archéologique de l'inconscient masculin « ..qui constitue les femmes en objets symboliques dont l'être (esse) est un être-perçu (percipi), a pour effet de les placer dans un état permanent d'insécurité corporelle ou, mieux, de dépendance symbolique ». (2001: 66)*

Le prisme de la marginalisation: Économie politique de la violence contre les femmes au Soudan et au Soudan du Sud

par Fahima Hashim



Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) au camp de Zam Zam, près d'El Fasher, au Soudan. Photo ID 180277. 05/06/2008. Zam Zam, Soudan. UN Photo/Tim McKulka

Les femmes soudanaises et sud-soudanaises ont été soumises à de nombreuses formes de violence, qu'elles soient structurelles, physiques ou mentales. Les facteurs qui y contribuent sont la famille, les communautés locales et l'État. Cet article identifiera les principaux facteurs socio-économiques, politiques et culturels qui contribuent à l'émergence et à la perpétuation de la violence à l'égard des femmes dans les zones exposées aux conflits, comme le Soudan du Sud et le Darfour. Il examinera également le rôle de l'Islam politique et de l'État dans la justification et la promotion de ces formes de violence.

En s'appuyant sur les prémisses de l'économie politique féministe qui met en évidence la nature masculine de la structure d'autorité

économique et politique intégrée (True, 2010), cet article cartographie les différentes formes de violence structurelle auxquelles sont confrontées les femmes du Nord et du Sud¹. Il explore les normes socioculturelles, les institutions patriarcales de la famille et du mariage, la violence institutionnelle inhérente à l'application des lois et des politiques d'islamisation, ainsi que la violence dans les conflits, les déplacements et le racisme.

■ Contexte: L'échec de l'état

La violence, les guerres civiles et l'instabilité politique, aggravées par des interprétations dogmatiques de l'Islam, ont tourmenté le Soudan depuis son indépendance des

Britanniques en 1956. Ces turbulences sont le résultat direct de l'État postcolonial, qui s'est construit sur une histoire d'exploitation coloniale des ressources de la région plutôt que sur son développement. Les Britanniques ont légué le pouvoir à une élite qui a créé une forme très étroite d'identité étatique fondée exclusivement sur leur interprétation de l'islam et de l'arabisme. Cette identité ignorait les autres composantes sociales, culturelles, religieuses et linguistiques du pays, ce qui a conduit à leur marginalisation manifeste et à leur exclusion des grandes décisions. La séparation du Soudan du Sud en 2011 n'est qu'une des conséquences de cette identité étatique restreinte qui a été rassemblée sous l'État centralisé par la force physique et idéologique. Par conséquent, les femmes de tous les horizons ont été négativement affectées par les échecs de la formation de l'État soudanais, en particulier sous la conduite du gouvernement actuel, de 1989 à ce jour.

Le Soudan a été gouverné par l'administration anglo-égyptienne entre 1898 et 1956. Bien que s'agissant administrativement d'un seul pays, les Britanniques ont suivi des politiques très divergentes pour gouverner le Nord et le Sud. Ce double système a renforcé l'arabisme et l'islam dans le Nord et encouragé le développement du Sud selon les formes autochtones africaines, tout en y introduisant l'éducation missionnaire chrétienne et des embryons de civilisation occidentale. Pour les Britanniques, le Soudan était effectivement deux pays en un (BAD, 2011). Cependant, le facteur le plus important de la séparation du Nord et du Sud, qui continue d'affecter les relations entre les deux peuples, est la concentration coloniale du développement économique, politique et administratif dans le Nord, au détriment du Sud, créant ainsi de graves divergences socio-économiques et politiques entre les deux régions (BAD, 2011). En fait, de nombreux facteurs ont affecté la possibilité de construire une seule nation.

Le statut de marginalisation des femmes sud-soudanaises

Les femmes du Soudan du Sud sont façonnées par l'existence sociale et économique de l'un des pays les moins développés du monde, dévasté par des décennies de conflit (1955-1972 et 1983-2005). Les femmes représentent 48% de la population et la majorité de la population du pays - 72% - a moins de trente ans.

Le Soudan du Sud a l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde; 1 femme sur 7 risque de mourir des suites d'un accouchement ou d'une grossesse (Makuei et al., 2018). Seulement 27% de la population adulte est alphabétisée et seulement 16% des femmes de plus de 15 ans sont alphabétisées. L'UNICEF estime que 70% des enfants âgés de 6 à 17 ans n'ont jamais été inscrits à l'école. Les normes et traditions culturelles, en particulier dans les zones rurales, marginalisent les femmes en les empêchant de s'impliquer publiquement ou de s'engager dans toute activité politique ou sociale.

(Makuei et al., 2018). Pendant le conflit de 1983-2005, la violence basée sur le genre était répandue au Soudan du Sud, en particulier les abus physiques et mentaux.

Des viols de femmes et d'hommes ont également été commis. Cela s'est produit dans un contexte de pratiques traditionnelles, notamment la « compensation des filles » et la prostitution forcée/esclavage sexuel. La violence domestique était une norme acceptée et les mariages précoces étaient monnaie courante, avec 45% des filles mariées avant l'âge de dix-huit ans et 7% mariées avant l'âge de 15 ans. La polygamie est une autre règle et, traditionnellement, seuls les hommes peuvent demander le divorce et la famille de l'épouse est obligée de rembourser la dot (Rapport sur le développement humain au Soudan du Sud, 2015). La position sociale des femmes sud-soudanaises est façonnée par les traditions culturelles tribales. Leur place est au foyer en tant qu'épouses et mères et leur statut

est encore diminué par des défis tels que le manque d'éducation, la pauvreté et les conflits.

Malgré cela, les femmes du Sud sont une force économique importante dans l'agriculture, la production alimentaire et l'élevage de bétail (Hall et Ismail, 1981).

Depuis la signature de l'Accord de paix global (CPA), le Soudan du Sud a reconnu, au moins officiellement, l'importance du rôle et de la contribution des femmes aux processus de négociation de la paix. Il a donc établi des lois et des politiques explicites sur l'égalité des sexes. La Constitution de transition et la Déclaration des droits de 2011 offrent des garanties pour l'égalité des hommes et des femmes. Elle reconnaît les inégalités historiques entre les femmes et les hommes au Soudan du Sud et prévoit un quota de 25% de femmes dans les organes législatifs et exécutifs et dans la participation politique. En conséquence, les femmes représentent actuellement 26,5 % de l'Assemblée législative nationale (No Safe Place, 2017).

Les femmes du Soudan du Sud: Marginalisation, conflit et déplacement

Les personnes déplacées à l'intérieur du Soudan du Sud, en particulier celles qui vivaient dans le Nord, ont été confrontées à de multiples niveaux de discrimination. En plus de la pauvreté, les femmes, en particulier, ont dû faire face à de nombreux enjeux culturels tels que l'assimilation forcée, par exemple en pratiquant des mutilations génitales pour se faire accepter culturellement (Abusharaf, 2009).

La majorité d'entre elles n'avaient pas les compétences nécessaires pour être compétitives sur le marché du travail du nord du Soudan et elles ont été nombreuses à travailler en vendant de la nourriture et en exerçant des métiers interdits par la charia, comme la fabrication d'alcool et le commerce du sexe (ibid.). Sans surprise, la majorité des femmes incarcérées

dans les prisons du nord du Soudan étaient originaires du sud, des montagnes Nuba, du sud du Nil Bleu, d'Abyie et du Darfour, et elles se voyaient également infliger des peines de flagellation et des amendes (Clancy, 2012). Cependant, la souffrance des femmes ne les a pas empêchées de faire de la paix une priorité dans leur agenda. Les réfugiés du Sud au Kenya et en Ouganda ont réussi à s'organiser et à former des groupes, notamment des sections du Mouvement/Armée de libération du peuple soudanais (SPLM) (Ahmed, 2014). Pour la première fois, les femmes du Sud ont combattu en première ligne avec les hommes pour l'indépendance du Soudan du Sud et se sont engagées dans un travail de solidarité et de soutien aux personnes déplacées.

Schémas de discrimination au darfour: Le viol comme arme de guerre

Le Darfour a connu différents niveaux de conflit et de discrimination depuis les années 1980, principalement associés au sous-développement et aux ressources. Cependant, dans le conflit actuel, notamment entre 2003 et 2005, les femmes ont été de plus en plus victimes de viols et de violences sexuelles à grande échelle (Fricke et Khair, 2007). Plus de 600.000 personnes ont été tuées et plus de 2.000.000 de personnes ont été déplacées.

De nombreuses victimes de viols et leurs familles sont profondément traumatisées, car le viol vise spécifiquement à terroriser et à soumettre des communautés entières et affecte leur tissu social. Il a été utilisé comme arme de guerre. En effet, la violence à l'égard des femmes au Darfour fait partie de la vie quotidienne et est soulignée de manière poignante par une femme du nord du Darfour:

« Lorsque nous quittons le camp pour aller chercher du bois de chauffage, nous préférons y aller entre femmes plutôt que d'envoyer nos hommes. Quand nous y allons, nous nous

faisons violer, mais quand nos hommes y vont, ils se font tuer, nous préférons nous faire violer et revenir ».(Hashim, 2009).

Les femmes du Darfour sont connues pour leurs importantes contributions économiques et leur participation aux économies de marché et agricoles, notamment en vendant de l'artisanat et de la nourriture ou en travaillant dans la construction. Les femmes sont les principaux pourvoyeurs économiques dans de nombreuses régions du Darfour, occupant par conséquent des sphères publiques. Leur rôle principal est de nourrir leur famille, c'est pourquoi elles disposent de plus grands champs qu'elles cultivent (millet et sorgho) et de plus grandes salles de stockage de céréales que leurs maris (Hashim, 2009). Les hommes, quant à eux, doivent fournir seulement la quantité de céréales dont ils ont besoin pour leur propre consommation. Cela leur permet de produire des cultures de rente, comme les agrumes irrigués destinés à la vente, ou d'exercer une activité salariée puisqu'ils sont censés payer tout ce qui coûte de l'argent, comme les vêtements, les ustensiles, etc. Pour gagner cet argent, les hommes passent beaucoup de temps en dehors de leur village, tandis que les femmes s'occupent de la vie quotidienne à l'intérieur du village. Les femmes sont de facto les « gardiennes de la terre ». Dans la pratique, les femmes ont besoin d'un revenu et les hommes ne sont pas toujours là pour le leur fournir quand le besoin s'en fait sentir.

Cette situation a donné lieu chez les hommes du Nord, à la fausse idée que les hommes darfouris ne sont pas assez responsables parce qu'ils ne contrôlent pas leurs femmes (Hashim, 2009).

Tirant les leçons de l'expérience des femmes du Soudan du Sud, les femmes du Darfour ont fait preuve d'une présence efficace dans les négociations de paix et ont insisté sur le fait que les femmes devaient être effectivement représentées dans tous les domaines concernant leur vie et leurs familles.



Soudan. Source : gov.uk

Femmes du nord du Soudan: Les privilégiées

Comme de nombreuses sociétés musulmanes régies par la loi islamique, le Soudan du Nord est fondamentalement patriarcal par nature, et exclusivement contrôlé par des hommes dont la principale fonction est de maintenir le ménage sur le plan économique et social. Cependant, la position subordonnée des femmes dans le Nord a commencé à changer avec l'introduction de l'éducation des filles pendant la période coloniale et a été utilisée comme un vecteur d'émancipation (Hall & Ismail, 1981; Badri, 2009; Hale, 1996). Au début des années 1930, les femmes avaient tendance à être employées comme infirmières, sages-femmes et agents de santé communautaires, des emplois considérés appropriés et socialement acceptables, malgré une certaine réticence.

Pendant la lutte pour l'indépendance à la fin des années 1930 et au début des années 1940, les femmes du Nord ont commencé à s'organiser et à former leurs propres syndicats. Au début des années 1950, certaines femmes ont rejoint le parti communiste, qui était à l'époque le seul parti politique qui ouvrait ses portes aux femmes.

Peu de temps après, la Women's Union (WU) a été créée, devenant la première organisation faîtière pour permettre aux femmes soudanaises de travailler collectivement (Ahmad, 2014).

Violence contre femmes: Prévalence et manifestations

La plupart des formes et des schémas de comportement violent ont été ancrés politiquement, culturellement et économiquement par la communauté, la famille et l'État au Soudan. Des formes spécifiques de violence ont été mises en œuvre par des lois islamiques restrictives, telles que la lapidation, la flagellation, le port forcé du voile, la restriction de la mobilité dans la sphère publique.

Les autres formes de violence à l'égard des femmes comprennent le mariage forcé, le viol conjugal, la violence domestique et les mutilations génitales féminines (MGF), ainsi que les conséquences du conflit en cours dont l'État fait partie intégrante, comme les déplacements, le viol et la violence sexuelle utilisés comme arme de guerre, les enlèvements, la violence ethnique, la prostitution forcée et le trafic, etc. L'accès à la justice est compliqué et presque impossible en raison du système d'impunité, en particulier parmi les acteurs de l'État, c'est-à-dire la police, les forces de sécurité, l'armée et les milices; de l'ambiguïté de certains articles du code pénal de 1991 ; de la stigmatisation de la violence, en particulier de la violence sexuelle; du manque de documentation des cas; et du manque de données ventilées sur la violence contre les femmes.

Institutions d'oppression

La famille élargie joue un rôle important dans la position et la situation des femmes et de fortes distinctions de rôles entre les femmes et les hommes continuent d'exister. La plupart des activités et de la vie sociale tournent autour de la famille et sont principalement le domaine des femmes. Au Soudan, la famille élargie n'est pas

seulement le lieu d'oppression des femmes, mais aussi celui de leur soutien. Le mariage est une autre institution cruciale qui entrave la vie des femmes soudanaises.

Le mariage permet aux femmes et aux hommes d'avoir accès au travail de l'autre dans le cadre de la division du travail entre les sexes, la procréation et reproduction sociale et apporte la reconnaissance sociale et le prestige (Gruenbaum, 2006). En outre, le mariage est la seule institution légitimée où les femmes peuvent être sexuellement actives pour satisfaire leurs besoins sexuels. L'âge minimum du mariage est assimilé à l'âge de la discrétion, à savoir dix ans, soit l'équivalent du mariage d'enfants. L'article 75 de la loi sur le statut personnel de 1991 stipule que 'l'épouse sera déclarée désobéissante si elle quitte le domicile conjugal sans justification légitime, c'est-à-dire qu'elle travaille à l'extérieur ou rend visite à ses parents sans l'autorisation du mari » (Musawah, 2009). Depuis 1989, le gouvernement islamiste a pris des mesures pour restreindre les droits des femmes au nom de la bienséance islamique. Les femmes ont été renvoyées de la fonction publique, en particulier dans les professions juridiques et médicales, le ministère du travail et les métiers du journalisme (Rapport d'Africa Watch, 1993). En outre, les vendeuses de rue dans le secteur informel ont été violemment attaquées et empêchées de travailler. Les mesures réglementaires prônées par les islamistes au début des années 1990 montrent leur préoccupation avec l'apparence, l'habillement, la conduite, les lois, les politiques, les règlements de l'État, les décrets et l'ordre concernant les femmes (Nageeb, 2004). Ces mesures ont été spécifiquement appuyées par des institutions telles que les mosquées, les médias et le système scolaire et mises en œuvre par les tribunaux d'ordre public, la police et les services de sécurité (Nageeb, 2004).

Les hommes, en tant que gardiens sociaux et religieux, ont également le droit de corriger la conduite des femmes conformément aux règlements de l'État ou au sens « de correction

» des hommes musulmans (ibid.). En outre, le nouveau gouvernement militaire a imposé de manière agressive un programme islamisé dans le Sud, qu'il a nommé Jihad (guerre sainte) et a formé de nouvelles milices « uniquement arabes » appelées la Défense populaire, soutenues par l'armée (ibid.).

Les femmes qui soutenaient le projet islamiste ont cautionné la guerre du Jihad en fournissant des biens personnels, notamment de l'or et de l'argent, et en servant de la nourriture aux moudjahidines (Hale, 1996). La violence contre les femmes commise par la Défense populaire, l'Armée soudanaise et la l'Armée populaire de libération du Soudan (groupe du Soudan du Sud qui s'est battu pour la paix et l'égalité) n'a pas été documentée, et la violence contre les femmes au cours de la période 1983-2005 n'a pas été soulignée dans les médias internationaux. Cette nouvelle formation était considérée comme une menace pour le tissu social et culturel des groupes non arabes du Soudan, en particulier dans d'autres régions du pays, notamment au Darfour, en Abyie, dans les Monts Nuba et le sud du Nil Bleu (Kameir, 2012; Tonnessen, 2017). Cette islamisation forcée avec davantage de restrictions à l'encontre des femmes ne s'est pas produite dans le vide, et a été créée pour faire dérailler la contribution des femmes à l'économie et les priver des droits acquis dans les années 1960 et 1970. Depuis le début des années 1980, le Soudan a été forgé et façonné par des modèles sociaux, économiques et politiques restrictifs, avec l'introduction des lois de la charia, connues sous le nom de lois de septembre. L'introduction du Hijab et l'imposition de la tutelle masculine pour les voyages à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont réduit l'accès des femmes à des bénéfices tels que logement qui n'est désormais disponible qu'au soutien financier de la famille, soit le mari. Ces mesures ont mis en péril l'accès des femmes aux droits économiques.

En septembre 2000, le gouverneur de Khartoum a publié un décret restreignant les droits des femmes à l'emploi, bien que le droit des femmes au travail ait été acquis dans les années

1960, ainsi que le droit à l'égalité salariale, au congé de maternité et à la retraite au début des années 1970 (Ahmed, 2014). Il a publié un décret interdisant aux femmes de travailler dans les hôtels, les restaurants et les stations-service. Il a justifié cette mesure comme un moyen de donner de la dignité aux femmes et de les placer à la bonne place conformément au « ... projet de civilisation de la nation et en accord avec nos traditions et les valeurs de notre religion » (Ahmed, 2014). Cette justification met en évidence le remodelage par les islamistes des rôles de genre à l'échelon public. La loi sur l'ordre public, adoptée dans l'État de Khartoum en 1996, emblématique de la politisation des identités ethnoreligieuses (arabo-islamiques), fait également autorité en ce qui concerne le statut des cultures minoritaires vivant sous la charia, ainsi que des femmes (Abusharaf, 2009). Cette loi a été adoptée pour freiner les pratiques que le gouvernement considère comme non islamiques et les personnes qui ne s'y conforment pas sont traduites en justice. La loi couvre toute une série d'activités. Elle affecte l'emploi des femmes et impose le port de vêtements islamiques (hijab), interdisant les tenues traditionnelles des femmes (Abusharaf, 2009).

Les types d'infractions qui conduisent les femmes et les filles devant les tribunaux sont le port de tenues indécentes, la vente d'alcool et les actes obscènes. Après la sécession du Soudan du Sud, Khartoum a perdu 75 % de ses revenus pétroliers et le gouvernement soudanais a commencé à accroître le nombre de tribunaux d'ordre public à travers le pays pour augmenter de manière agressive le recouvrement de recettes. Sabir Saeed, un avocat, a déclaré qu'il y a maintenant 22 tribunaux de police pour l'ordre public rien qu'à Khartoum et dans presque toutes les villes du le pays (Nuba Reports, 2017).2011

■ Conclusion

Il est difficile de parler de l'économie politique et de l'inégalité des femmes dans un contexte comme celui du Soudan et du Soudan du Sud

sans tenir compte de l'inégalité globale et de ses moyens et mécanismes néolibéraux. Au Nord comme au Sud du Soudan, le conflit a été l'un des principaux catalyseurs de la détérioration de la situation des femmes soudanaises et le principal instigateur de la violence sexiste. La discrimination légale, que ce soit en vertu des lois islamiques ou du droit coutumier, contrôle la mobilité des femmes et limite leur vie publique.

Cela montre clairement que l'Islam n'est pas le seul outil utilisé pour discriminer les femmes. Les normes sociales, la famille élargie, les règles tribales et le mariage sont également efficaces pour imposer aux femmes certaines limitations. Les normes patriarcales, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes, contrôlent davantage la participation sociale des femmes. Ces normes ont pris différentes formes telles que les mariages forcés, les mariages d'enfants, la préférence accordée aux hommes par rapport aux femmes, la stigmatisation des questions de sexualité, de violence sexuelle et les droits reproductifs. ■

■ Bibliographie

- Abusharaf, R. (2009). 'Competing Masculinities: probing political Disputes as Acts of Violence against Women from Southern Sudan and Darfur'. In Hassan, S and Ray, C. (ed.), *Darfur and the Crisis of Governance in Sudan, A Critical Reader*. New York: Cornell University Press.
- AfDB. (2011). *The Political Economy of South Sudan: A Scoping Analytical Study*. Abidjan: African Development Bank (AfDB).
- Ahmad, M. (2014). 'The Women's Movement in Sudan from Nationalism to Trans Nationalism: Prospects for a Solidarity Movement', PhD thesis, York University, Toronto.
- Badri, H. (2009). *Women's movement in the Sudan*. 2nd ed. Omdurman, Sudan: MOB Center for Sudanese Studies.
- Clancy, D. (2012). *Falling through the cracks. Reflections on customary law and the imprisonment of women in South Sudan*. SIHA Network: vision printer.
- Fricke, A. and Khair, A. (2007). *Laws Without Justice: An Assessment of Sudanese Laws Affecting Survivors of Rape*. Washington, DC: Refugee International.
- Gruenbaum, E. (2006). *Sexuality Issues in the Movement to Abolish Female Genital Cutting in Sudan*. *Medical Anthropology Quarterly*, 20(1), pp.121-138.
- Hale, S. (1996). *Gender Politics and Islamization in Sudan*. *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 14(2), pp. 51-66.
- Hall, M. and Ismail, B. (1981). *Sisters under the sun: the Story of Sudanese Women*. Essex, England: Longman Group limited.
- Hashim, F. (2009). *Sudanese Civil Society Strategizing to End Sexual Violence against Women in Darfur*. In Hassan, S. and Ray, C. (ed.), *Darfur and the Crisis of Governance in Sudan, A Critical Reader*. New York: Cornell University Press.
- Kameir, E. (2012). *Perspectives on the Political Economy of South Sudan*. African Development Bank, Fragile States Unit.
- Makuei, Gabriel, Mali Abdollahian and Kaye Marion (2018). *Optimal profile limits for maternal mortality rate (MMR) in South Sudan*, *BMC Pregnancy and Childbirth*, 18:278 <https://doi.org/10.1186/>
- Musawah (2009). *Home Truths: A Global Report on Equality in the Muslim Family*. [online] Selangor: Musawah, pp.52-53. Available at: [\[online\]](#)
- Nageeb, S. (2004). *New Spaces and Old Frontiers*. Lanham MD: Lexington Books. *No Safe Place* (2017). *No safe place a lifetime of violence for conflict affected area South Sudan*. [\[online\]](#)
- Nuba Reports. 2017. 'Courts Target Poor Sudanese Women with Extortionate "Morality" Fines', Nuba Reports, 1 December, [\[online\]](#) (accessed 6 May 2019).
- South Sudan Human Development Report 2015 (2015). *South Sudan Human Development Report*. UNDP, [\[online\]](#)
- Tonnessen, L. (2017). *Enemies of the State: Curbing Women Activists Advocating Rape Reform in Sudan*. *Journal of International Women's Studies*, 18(2), pp.148-155. Available at: [\[online\]](#)
- True, J. (2010). *The Political Economy of Violence Against Women: A Feminist International Relations Perspective*. *Australian Feminist Law Journal*, 32(1), pp.39-59.

■ Notes

1 - En ce qui concerne le Soudan du Sud, ce document couvre le sud jusqu'à l'indépendance en 2011 (de 2005 à 2011) et n'inclut pas l'éruption du conflit interne en 2013.

Sur le site de DAWN

www.dawnnet.org



Les agendas de l'économie bleue font surface – Table ronde organisé par DAWN et pang aux Fidji. Le réseau DAWN, en collaboration avec le Pacific Network on Globalisation, a organisé une table ronde à Suva, Fidji, le 28 février, intitulé « Économie bleue : un cadre de développement en évolution ou de la poudre aux yeux ? ». L'objectif de cette table ronde était de réunir diverses parties prenantes de la société civile et du monde universitaire afin de partager leurs points de vue sur le discours du développement de l'économie bleue.

[ver plus >](#)



Le SDG et la construction du mouvement féministe - par Gita Sen Ce document de Gita Sen, publié en décembre 2018, s'appuie sur les expériences d'engagement féministe de l'auteure et de DAWN dans les processus de Nations unies. Il a été produit pour le rapport phare d'ONU Femmes, « Traduire les promesses en actions: L'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » publié dans le cadre de la série de documents de discussion d'ONU Femmes.

[ver plus >](#)



L'égalité des sexes dans l'économie numérique: Questions émergentes - par Anita Gurumurthy, Cecilia Alemany Billorou, Nandini Chami Ce document rédigé par Anita Gurumurthy, Cecilia Alemany Billorou et Nandini Chami s'inscrit dans le cadre du projet de justice numérique. Il se concentre sur les technologies numériques et souligne la nécessité d'élaborer un programme de développement féministe en relation avec le contexte post-humain. Le document présente une feuille de route stratégique axée sur les nouveaux cadres juridico-institutionnels et les modèles de gouvernance des données.

[ver plus >](#)

PUBLIÉ EN AOÛT 2019

Équipe de rédaction:

Kumudini Samuel
Natalia Uval
Damien Gock

ADRESSE PHYSIQUE

Development
Alternatives with Women
for a New Era (DAWN)
Global Secretariat,
JP Bayly Trust Building,
193 Rodwell Rd, Suva, Fiji

COMITÉ EXÉCUTIF DE DAWN

Cai Yiping

Cecilia Alemany
Corina Rodríguez Enríquez
Gita Sen (*Coordinadora General*)
Kumudini Samuel
Florencia Partenio
Hibist Kassa
María Graciela Cuervo
(*Co-coordinatrice générale*)

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DAWN

Celita Eccher
Claire Slatter (*Présidente*)
Sarojini Pillay
Sin Joan Yee
Viviene Taylor

SECRETARIAT MONDIAL DE DAWN

Administrateur:

Sharan Sindhu

Chargée de programme:

Mereoni Chung

Responsable des finances:

Nai Sassen

Responsable administratif et financier junior:

Mei Veramu

Chargé de recherche junior:

Damien Gock

Assistante administrative et financière:

Ana Rakacikaci



Cliquez ici
pour accéder
aux numéros
précédents de
DAWN Informe.

SUIVEZ-NOUS

@DAWNfeminist



DAWN Informe est une publication de DAWN - Development Alternatives with Women for a New Era (Alternatives de développement avec les femmes pour une nouvelle ère) un réseau de chercheuses et de militantes féministes du Sud économique, engagées dans la recherche féministe, l'analyse de l'environnement mondial, le travail pour la justice économique et de genre, et le développement durable.